

	 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny	Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

## Travaux de

# Mise en accessibilité et création d'un service d'Accueil Unique du Justiciable au tribunal de proximité de Lagny sur Marne (77400)– 108, rue St Denis

\*\*\*\*\*

## Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé – Phase DCE

.....

### MAITRE D'OEUVRE



Mme Marion PANNETIER - IDONEIS Courriel : [m.pannetier@idoneis.fr](mailto:m.pannetier@idoneis.fr)

### COORDONNATEUR S.P.S

124, avenue de Cherbourg – 78740 Vaux Sur Seine

☎ : +33 9.67.24.44.03 - Fax : 01.30.99.44.03 [gcec@gcec.eu](mailto:gcec@gcec.eu)



	 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny	Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

## SOMMAIRE

1.	PREAMBULE .....	4
1.1	PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION.....	4
1.2	PREAMBULE – CLASSEMENT DU CHANTIER EN MATIERE D’HYGIENE ET DE SECURITE DES TRAVAILLEURS .....	4
2.	RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS INTERESSANTS LE CHANTIER.....	5
2.1	PRESENTATION DU PROGRAMME .....	5
2.2	INTERVENANTS .....	5
2.2.1	Organismes.....	6
2.2.2	Liste des entreprises non connues à ce jour.....	7
2.2.3	Calendrier et effectif prévu.....	7
3.	MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER.....	9
3.1	DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES.....	9
3.1.1	Interdiction de fumer.....	10
3.1.2	SERVITUDES PARTICULIÈRES : CONSIGNES DE SÉCURITÉ.....	10
3.1.3	BRUITS de CHANTIER .....	10
3.1.4	POUSSIÈRES .....	11
3.1.5	POUSSIÈRES de Bois.....	11
3.1.6	POUSSIÈRES de SILICE.....	12
3.1.7	RISQUE DE CO-ACTIVITE INTERNE AU CHANTIER.....	13
3.1.8	RISQUE DE CO-ACTIVITÉ DES ACCÈS.....	13
3.1.9	DISPOSITIONS PRISES POUR INTERDIRE LES TRAVAUX SUPERPOSÉS OU EN CO-ACTIVITÉS DE DIFFÉRENTS LOTS.....	13
3.1.10	MESURES PRISES EN MATIERE D’INTERACTION SUR SITE .....	14
3.1.11	Moyens communs.....	15
3.1.12	ZONES A RISQUES PARTICULIERS.....	17
3.2	MESURES SPECIFIQUES CONCERNANT L’ACCES DE CHANTIER .....	18
3.2.1	ADAPTATION DES TRAVAUX A LA NATURE DES ACTIVITES .....	18
3.2.2	Voies existantes – accès véhicules – Livraisons .....	18
3.2.3	FLÉCHAGE ET SIGNALISATION .....	19
3.2.4	Cartes BTP .....	19
3.2.5	Secours & incendie .....	20
3.3	INSTALLATION DE CHANTIER.....	20
3.3.1	COMPTE PRORATA .....	20
3.3.2	PANNEAU DE CHANTIER.....	21
3.3.3	CANTONNEMENTS .....	22
3.3.4	PROTECTION INCENDIE.....	24
3.3.5	CONDUITE À TENIR EN CAS D’ACCIDENT .....	24
3.3.6	CLÔTURES DE PROTECTIONS.....	24
3.3.7	NETTOYAGE DE CHANTIER.....	25
3.3.8	CIRCULATIONS PIÉTONS :.....	26
3.4	ELECTRICITE DE CHANTIER.....	27
3.4.1	Contrôles périodiques des installations.....	27

	 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny	Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

3.4.2	Mise en service et maintenance .....	28
3.4.3	RÉSEAUX ENTERRÉS ET AÉRIENS .....	28
3.5	ZONES ET CONDITIONS DE STOCKAGES, CONDITIONS D'ENLEVEMENTS DES MATERIAUX DECHETS GRAVATS NOTAMMENT CEUX PRESENTANT UN RISQUE PARTICULIER.....	29
3.5.1	ZONE DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFÉRENTS MATÉRIELS ET MATÉRIAUX .....	29
3.5.2	ZONE DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES PRODUITS PRÉSENTANT UN RISQUE PARTICULIER. ....	29
3.5.3	EVACUATION DES GRAVOIS .....	30
3.5.4	CONDITIONS D'ÉVACUATION DES DÉCHETS ET GRAVAS DE PRODUITS PRÉSENTANT UN RISQUE PARTICULIER.....	30
3.5.5	PROTECTIONS COLLECTIVES CONTRE LES RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR ET CONDITIONS DE MANUTENTION.....	30
3.5.6	MESURES CONCERNANT L'UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES.....	31
3.6	CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATIONS DES ENGINS DE LEVAGE ET DE MANUTENTIO .....	31
3.6.1	LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES:.....	31
3.6.2	CONDITIONS D'UTILISATION PAR D'AUTRES CORPS D'ÉTAT .....	32
3.6.3	CHOIX DE MODE OPÉRATOIRE ET DE PRODUITS N'ENTRAÎNANT PAS DE NUISANCE.....	32
3.6.4	EMPLOIS DE MATÉRIELS RÉDUISANT CES NUISANCES .....	32
3.7	TRAVAUX SPÉCIFIQUES .....	32
3.7.1	DÉSAMIANTAGE.....	32
3.7.2	DÉPLOMBAGE. ....	38
3.7.3	INCENDIE .....	39
3.7.4	DISPOSITIONS DE NATURE À PRÉVENIR LES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INTOXICATION LORS DE LA MISE EN ŒUVRE DE PRODUITS CHIMIQUES. ....	41
3.7.5	DISPOSITIONS DE NATURE À PRÉVENIR LES RISQUES D'UTILISATION DE MATÉRIEL SPÉCIFIQUE .....	42
3.7.6	SPÉCIFICITÉ DU CHANTIER (LISTE NON EXHAUSTIVE) .....	42
3.8	ORGANISATION DES SECOURS.....	42
3.9	CONDITIONS DE TRAVAIL .....	44
3.9.1	LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	44
3.10	ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE .....	45
3.10.1	OBLIGATIONS D'ÉTABLISSEMENT DU PPSPS PAR LES ENTREPRISES: .....	45
3.10.2	RÔLE ET CONTENU DU PPSPS ÉTABLI PAR LES ENTREPRISES: .....	46
3.10.3	OBLIGATIONS DE DIFFUSION ET D'INFORMATION SUR LES PPSPS DES ENTREPRISES: .....	46
3.10.4	MESURES ARRÊTÉES PAR LE COORDONNATEUR POUR RÉPONDRE AUX OBLIGATIONS RELATIVES AUX PPSPS DES ENTREPRISES: .....	47
3.11	SOUS-TRAITANT .....	48
3.11.1	OBLIGATIONS DE DIFFUSION DU PGC DES ENTREPRISES À LEURS SOUS-TRAITANTS: .....	48
3.11.2	OBLIGATIONS D'ÉTABLISSEMENT D'UN PPSP PAR LE SOUS-TRAITANT: .....	48
4.	COLLEGE INTER ENTREPRISES DE SECURITE, DE SANTE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CISSCT) 48	

	 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny	Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

## 1. PREAMBULE

### 1.1 PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Ce PGC est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ;

les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ;

les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes.

Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé. Le Plan Général de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier

### 1.2 PREAMBULE – CLASSEMENT DU CHANTIER EN MATIERE D'HYGIENE ET DE SECURITE DES TRAVAILLEURS

Le chantier est classé **niveau 2**, selon le **Décret n°94-1159 du 26 décembre 1994**. Ce classement implique que les entreprises doivent non seulement respecter les obligations liées à l'hygiène et la sécurité des travailleurs, mais aussi les directives fournies par le

	 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny	Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

**coordonnateur de sécurité**, désigné par le maître d'ouvrage. Ces directives concernent la sécurité collective, l'hygiène et les risques particuliers.

La **loi n°93-1418 du 31 décembre 1993** modifie le **Code du travail** et instaure l'obligation de désigner un **coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS)** sur les chantiers où plusieurs entreprises interviennent. Cette coordination s'applique à la fois en phase de conception et de réalisation. Il est important de noter que la présence du coordonnateur ne modifie en rien les responsabilités des autres acteurs du chantier.

Selon **l'article L.235-6**, lorsqu'un chantier fait l'objet d'une déclaration préalable ou comporte des travaux à risques, le maître d'ouvrage doit mandater le coordonnateur SPS pour établir un **Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)**. Ce plan est rédigé dès la phase de conception et doit être tenu à jour tout au long des travaux. Le **PGCSPS** s'impose à toutes les entreprises intervenantes et à leurs sous-traitants.

Ce document définit les mesures de prévention des risques découlant de l'interférence entre les activités des différents intervenants sur le chantier. Il comprend notamment :

Les coordonnées et informations administratives des intervenants ;

Les mesures d'organisation générale en lien avec la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur SPS ;

Les mesures de coordination et leurs champs d'application ;

Les contraintes spécifiques liées aux interférences internes ou externes au chantier ;

Les mesures de maintien de la propreté et de la salubrité du chantier ;

Le plan de secours en cas d'urgence ;

Les modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs et travailleurs indépendants.

Conformément à la loi et au décret n°94-1159, chaque entrepreneur et sous-traitant intervenant sur le chantier doit élaborer un **Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)**, qu'il doit soumettre aux organismes compétents (article R-238-34 du Code du travail). Toute entreprise ne respectant pas cette règle est passible de sanctions, en vertu de **l'article L.263-10**.

Le **PPSPS** doit être soumis dans un délai de 30 jours à compter de la réception du marché signé par le maître d'ouvrage pour les entreprises, et dans un délai de 30 jours suivant la signature du contrat pour les sous-traitants.

## 2. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS INTERESSANTS LE CHANTIER

### 2.1 PRESENTATION DU PROGRAMME

Le projet la création d'un bâtiment modulaire temporaire pour l'accueil du public de tribunal de proximité de Lagny sur Marne et mise en accessibilité par la création d'une rampe PMR.

### 2.2 INTERVENANTS

#### MAITRE D'OUVRAGE

	 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny	Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat Général**  
**Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France**  
**Département de l'immobilier de Paris**

**Charlotte SELVE**

Cheffe de projets immobiliers

**Ministère de la justice**

**Secrétariat général**

Délégation interrégionale Paris IDF

Département Immobilier de Paris

1 Quai de la Corse - 75181 Paris Cedex 04

Tél. 01.70.60.09.41 | 06.26.56.47.21

### **MAITRE D'OEUVRE**

Mme Marion PANNETIER - IDONEIS Courriel : [m.pannetier@idoneis.fr](mailto:m.pannetier@idoneis.fr)



### **Agences**

Grand-Est – 6-8 rue Saint-Just – 51100 REIMS – 03 26 05 83 90

Grand-Paris – 18 rue Albert Einstein – 77420 CHAMPS SUR MARNE – 03 26 05 83 90

Hauts-de-France – 2 rampe Saint Marcel – 02000 LAON – 03 23 22 61 06

Grand-Lyon – 28 rue Juliette Récamier – 69006 LYON – 04 37 69 99 26

Oise / Ouest – 5-7 avenue Eugène Gazeau – 60300 SENLIS – 03 44 28 90 59

[contact@idoneis.fr](mailto:contact@idoneis.fr) [www.idoneis.fr](http://www.idoneis.fr)

### **BUREAU DE CONTRÔLE**

**RISK CONTROL**

18 rue des Gaudines – 78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

### **COORDONNATEUR S.P.S**

124, avenue de Cherbourg – 78740 Vaux Sur Seine

Tél : +33 9.67.24.44.03 - Fax : 01.30.99.44.03 [gcec@gcec.eu](mailto:gcec@gcec.eu)



## 2.2.1

### **ORGANISMES**

Inspection du Travail

**Coordonnées pour la DIRECCTE :**

Email : [idf-ud77.direction@direccte.gouv.fr](mailto:idf-ud77.direction@direccte.gouv.fr)

➡ 0 800 000 126

	 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny	Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

Antenne de Chessy 3, rue de la Galmy CS 10582 77701 Marne-la-Vallée Cedex 4

Caisse Régionale d'Assurance-Maladie. CRAMIF

**17-19, avenue de Flandre - 75019 PARIS**

**☎: 01 40.05.32.64**

Comité régional de l'OPPBTP.

25, Av du Général Leclerc - 92660 BOULOGNE

Sapeurs Pompiers.

Tél : 18.

SAMU.

Tél : 15 (ou 01.48.31.15.15)

Services hospitaliers.

HOPITAL BEAUJON

100 boulevard du Général Leclerc

92118 Clichy Cedex ☎ [01 40 87 50 00](tel:0140875000)

## 2.2.2 LISTE DES ENTREPRISES NON CONNUES À CE JOUR

Lot 01 : Désamiantage

Lot 02 : Démolition – Gros Œuvre - Carrelage

Lot 03 : Serrurerie

Lot 04 : Aménagements Intérieurs

Lot 05 : Peintures – Sols Souples

Lot 06 : Plomberie – CVC

Lot 07 : Électricité

## 2.2.3 CALENDRIER ET EFFECTIF PRÉVU

Le début des travaux est prévu (hors période de préparation) pour : de juillet 2025 à février 2026 soit 7 mois de travaux

Le chantier est réalisé en 4 phases

	 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>
SAUJ Lagny	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
	Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025

**PHASE 1 (11 semaines – mois 1 à 3) :**

- RDC : désamiantage, démolitions, renforts, réservations, ossatures pour cloisonnement
- R+1 : désamiantage, démolitions, renforts, réservations, cloisonnement, revêtements de sol et mur, plomberie
- Extérieur : mise en place du bâtiment modulaire et de la rampe provisoire
- Toiture : réservations, reprises d'étanchéité

**PHASE 2 (15 semaines – mois 4 à 7) :**

- RDC : plaquage, réseaux, équipements et appareillages techniques revêtements de sol et mur
- Toiture : équipements techniques

**PHASE 3 (3 semaines – mois 6) :**

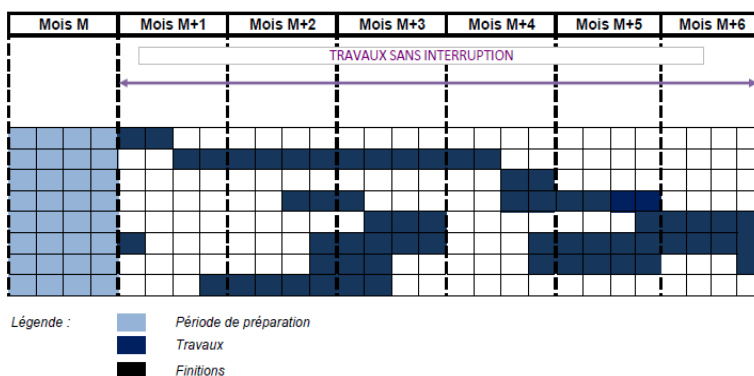
Extérieur : démolition de la rampe provisoire et évacuation du bâtiment modulaire, nettoyage de façade, remplacement de signalétique, création de la nouvelle rampe PMR

**PHASE 4 (2 semaines – mois 7) :**

Extérieur : démolition de l'ancienne rampe, plantations et engazonnement, remise en état des abords

**CALENDRIER PREVISIONNEL GENERAL D'EXECUTION**Délais :

LOT 01 - DESAMIANTAGE  
 LOT 02 - DEMOLITION / GROS ŒUVRE / CARRELAGE  
 LOT 03 - SERRURERIE  
 LOT 04 - AMENAGEMENTS INTERIEURS  
 LOT 05 - PEINTURES / SOLS  
 LOT 06 - PLOMBERIE / VENTILATION  
 LOT 07 - ELECTRICITE  
 LOT 08 - ETANCHEITE



MISE EN ACCESSIBILITE PMR ET AMENAGEMENT  
 DU SAUJ AU TRIBUNAL DE PROXIMITE DE LAGNY SUR MARNE

**MINISTERE DE LA JUSTICE**Effectifs prévisibles

L'effectif journalier maximum prévisible est de 4 à 10 personnes en moyenne

Sous - traitants

Aucun sous-traitant désigné à ce jour - Nombre d'intervenants : non connu à ce jour, les sous-traitants n'étant pas désigné.



	<div data-bbox="499 219 598 264" data-label="Image"> </div> <div data-bbox="496 259 758 340" data-label="Text"> <p><b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b></p> </div> <div data-bbox="496 340 593 414" data-label="Text"> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> </div> <div data-bbox="829 259 1329 338" data-label="Text"> <p>Secrétariat Général Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France Département de l'immobilier de Paris</p> </div>
SAUJ Lagny	Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025

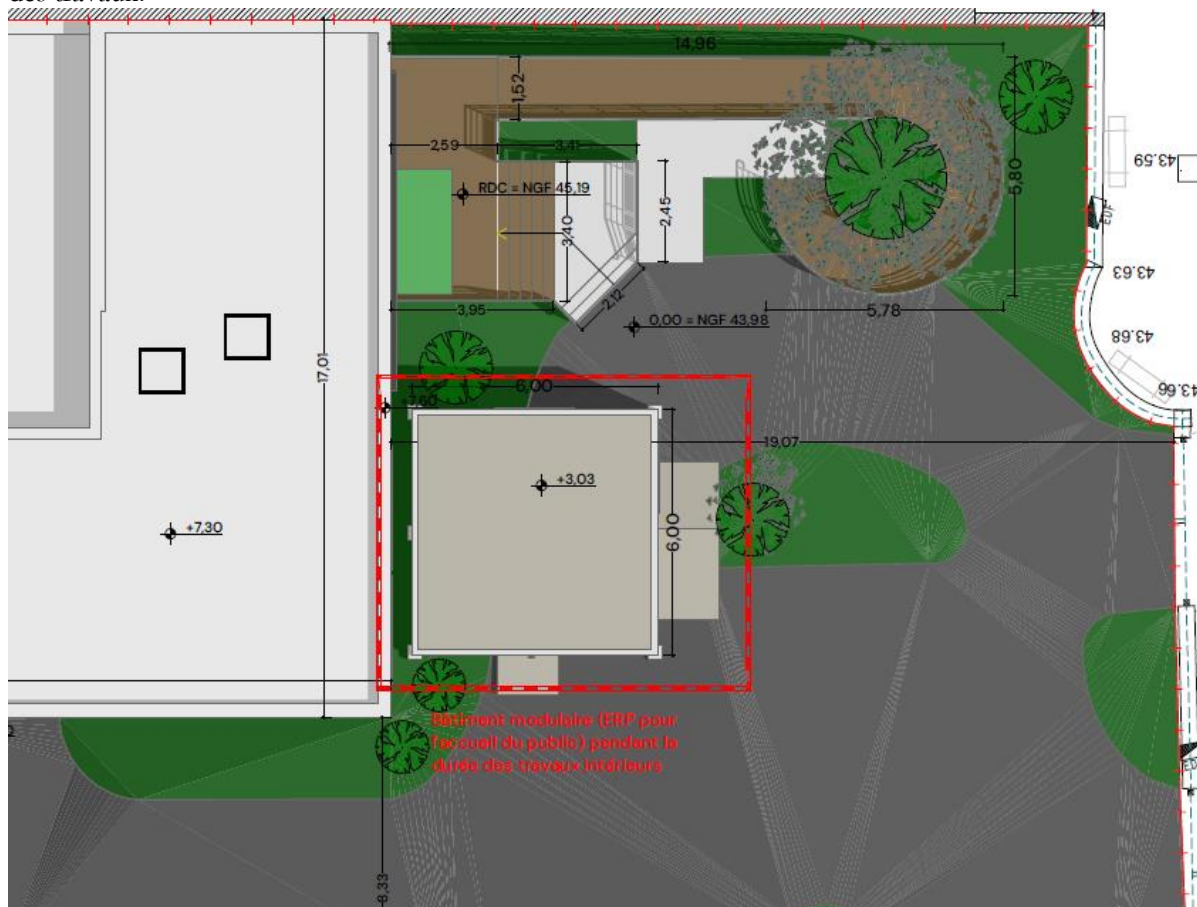
### 3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER

#### 3.1 DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

Le chantier se déroule au **Tribunal de proximité de Lagny**, entouré de bâtiments occupés. Les entreprises doivent organiser leurs interventions en prenant en compte cet environnement sensible.

Les travaux seront réalisés en site occupé. **Il est demandé aux entreprises de prendre en compte la réalisation des travaux tous les samedis pendant toute la phase de travaux. Il est indiqué aux entreprises que les travaux bruyants ne seront pas autorisés tous les jours ou à toutes les heures en fonction de la programmation des audiences.**

Pendant toute la durée des travaux, il est impératif d'assurer la continuité de fonctionnement des espaces publics au sein du Tribunal dans le bâtiment modulaire mis en place, le temps des travaux.



Elles doivent :

Garantir que les livraisons n'entravent pas l'accès aux bâtiments environnants, notamment les zones réservées au personnel judiciaire et aux visiteurs,

	 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny	Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

Mettre en place des protections contre les nuisances potentielles (poussières, bruit, intrusions) pour minimiser l'impact des travaux sur les activités en cours au sein du tribunal. Ces mesures relèvent de la responsabilité directe de chaque entreprise et ne nécessitent pas de détails supplémentaires dans ce **PGCSPS**.

Toute installation (échafaudages, barrières, etc.) doit respecter les contraintes de l'environnement et faire l'objet d'une validation spécifique.

Les mesures résultant de ces contraintes doivent être soumises à l'avis et à l'accord de l'Architecte, du coordonnateur de sécurité, et de l'OPC, puis intégrées au **Plan d'Installation de Chantier (PIC)** avant toute mise en œuvre.

### 3.1.1 INTERDICTION DE FUMER

Conformément au **décret n°2006-1386 du 15 novembre 2006**, l'interdiction de fumer s'applique dans tous les lieux affectés à un usage collectif, incluant les lieux de travail fermés et couverts tels que les zones de chantier au **Palais de Justice de Paris**.

#### 3.1.1.1 OBLIGATIONS LEGALES

**Art. R. 3511-1** : Il est interdit de fumer dans les lieux fermés et couverts qui accueillent du public ou qui sont des lieux de travail.

**Art. R. 3511-6** : Une signalisation visible doit rappeler l'interdiction de fumer, accompagnée d'un message sanitaire de prévention. Le modèle de cette signalisation est fixé par arrêté du ministre chargé de la santé.

**Art. R. 3512-2** : Tout manquement à cette obligation de signalisation est passible d'une amende de la quatrième classe pour le responsable des lieux.

#### **Application au chantier :**

Sur le chantier, il est strictement interdit de fumer dans toutes les zones couvertes et fermées affectées aux travaux. Des panneaux rappelant cette interdiction, avec le message sanitaire prévu, doivent être installés à des endroits visibles. L'entreprise en charge de la zone doit veiller à la mise en place de cette signalisation et au respect strict de cette règle.

### 3.1.2 SERVITUDES PARTICULIÈRES : CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Les consignes de sécurité spécifiques au **Tribunal de proximité de Lagny** doivent être strictement respectées par toutes les entreprises intervenantes.

Cela inclut :

**Respect des accès sécurisés** : Les itinéraires d'accès pour les travailleurs doivent être clairement définis et ne doivent pas interférer avec les zones ouvertes au public ou les voies d'urgence.

**Protection des zones sensibles** : Les zones de travail situées à proximité des espaces sensibles ou publics doivent être soigneusement balisées et protégées pour éviter toute intrusion non autorisée ou accidentelle.

**Mesures de sécurité renforcées** : En raison de la nature du lieu, des dispositifs de contrôle d'accès peuvent être imposés par les autorités locales. Chaque entreprise est responsable de la mise en conformité de ses équipes avec ces exigences de sécurité.

### 3.1.3 BRUITS DE CHANTIER

	 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny	Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

L'ensemble des bruits aériens émis lors des travaux devra être inférieur à **80 dB (A)**, conformément aux articles R 232-8 à R 232-8-7 de l'ancien Code du Travail.  
 Seul l'emploi d'engins à moteur électrique/thermique insonorisé sera autorisé.  
 L'emploi de moteur thermique en intérieur est interdit

▪ Travaux bruyant à réaliser en horaires décalés

Les travaux gênants ou bruyants seront, selon indication du maître d'oeuvre, du pilote ou du maître d'ouvrage, réalisés en horaires décalés à définir pendant la phase de préparation.  
 ( voir article 1.2.2.2 du CCTP)

L'attention des entrepreneurs est attirée sur le fait que la présente opération est à proximité d'espaces de circulation du public ainsi que de locaux de travail qui seront maintenus en exploitation pendant toute la durée de l'opération dans le bâtiment modulaire.  
 Toutes les précautions doivent être prises par les entreprises afin de ne pas perturber le bon fonctionnement de ces espaces.

Suivant la nuisance sonore de certains travaux, des travaux bruyants en limite de zones en exploitation devront-être programmées de nuit.

### 3.1.4 POUSSIÈRES

#### **Contraintes du site**

##### ▪ Emission de poussière à proscrire

Si des travaux devaient générer des dégagements de poussières, une procédure sera établie avant tous démarrages des travaux, cette procédure précisera les moyens d'exécution des travaux et les moyens de protection du personnel travaillant sur le chantier comme ceux protégeant le milieu environnant.

### 3.1.5 POUSSIÈRES DE BOIS

#### **Réglementation :**

Les travaux exposant aux **poussières de bois** figurent sur la liste des **procédés cancérogènes** (arrêté du 26 octobre 2020).

Ces poussières sont classées comme agents cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction (articles R. 4412-59 à R. 4412-93 du Code du travail). En conséquence, des mesures de prévention spécifiques ainsi qu'un suivi médical renforcé sont obligatoires pour les travailleurs exposés.

**Les valeurs limites d'exposition professionnelle (VLEP)** pour les poussières de bois sont de **1 mg/m³** sur 8 heures (article R. 4412-149 du Code du travail). Le respect de cette limite est contrôlé au moins une fois par an par un organisme accrédité. Si cette limite est dépassée, les postes de travail exposés doivent être immédiatement arrêtés et des mesures de prévention adaptées doivent être mises en place.

Le respect de cette VLEP constitue un **objectif minimal** de prévention, et l'exposition des travailleurs doit être réduite au maximum techniquement possible. Les locaux où des poussières de bois sont émises doivent être équipés de **systèmes de captage à la source** conformément aux articles R. 4222-10 à R. 4222-22 du Code du travail.

Pour éviter les **risques d'incendie**, il est strictement interdit de fumer dans les locaux émettant des poussières de bois. Aucun dépôt ne doit se trouver sous les escaliers, dans les

		 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny		Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

passages, ou à proximité des issues (articles R. 4227-22 à R. 4227-25). Les règles ATEX s'appliquent en raison du risque d'explosion lié aux poussières de bois.

Après leur cessation d'activité, les travailleurs exposés aux poussières de bois peuvent demander une **surveillance médicale post-professionnelle**, prise en charge par la Sécurité sociale.

### 3.1.5.1 MESURES DE PREVENTION A METTRE EN PLACE PAR L'EMPLOYEUR

Évaluation des risques pour identifier les postes concernés et le niveau d'exposition.

Réduction des émissions de poussières par captage à la source, équipements portatifs avec systèmes d'aspiration, et entretien des dispositifs.

Isolement des postes polluants, encoffrement des machines et limitation de l'accès aux zones à risque.

Rotation des opérateurs pour réduire l'exposition et nettoyage régulier par aspiration.

Formation des travailleurs aux risques liés aux poussières de bois et suivi médical renforcé.

Nettoyage régulier des vêtements de travail et contrôle annuel de la ventilation et du captage des poussières.

Contrôle du respect de la VLEP par un organisme accrédité au moins une fois par an

### 3.1.6 POUSSIERES DE SILICE

#### Réglementation :

Les travaux exposant aux **poussières de silice cristalline alvéolaire** (provenant de procédés de travail) sont classés comme procédés cancérogènes (arrêté du 26 octobre 2020). Les articles R. 4412-59 à R. 4412-93 du Code du travail imposent des mesures de prévention spécifiques pour les travailleurs exposés aux poussières de silice cristalline.

Les **valeurs limites d'exposition professionnelle (VLEP)** pour la silice cristalline sont :

Quartz : 0,1 mg/m<sup>3</sup>,

Cristobalite et tridymite : 0,05 mg/m<sup>3</sup>.

Ces valeurs sont à respecter selon les articles R. 4412-149 du Code du travail. L'employeur doit faire contrôler ces niveaux d'exposition au moins une fois par an. En cas de dépassement des VLEP, des **mesures de protection collective** doivent être mises en place immédiatement, suivies d'un nouveau contrôle.

Depuis le 1er janvier 2021, les travaux exposant à la **silice cristalline alvéolaire** sont inscrits dans la liste des procédés cancérogènes en France, sans modification des valeurs limites déjà en vigueur.

### 3.1.6.1 MESURES DE PREVENTION A METTRE EN PLACE PAR L'EMPLOYEUR

Évaluation des risques pour identifier les zones à risque et établir des mesures préventives.

Modification des procédés pour réduire ou éliminer l'émission de poussières de silice.

Limitation du nombre de travailleurs exposés et installation de **systèmes de protection collective** (aspiration à la source, humidification).

Utilisation d'**Équipements de Protection Individuelle (EPI)** adaptés, en complément des protections collectives.

Nettoyage des zones exposées par humidification et procédures de nettoyage strictes.

	 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny	Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

Formation des travailleurs sur les risques liés à la silice cristalline et **interdiction de manger, boire ou fumer** dans les zones à risque.

Stockage approprié des vêtements de travail et EPI sur le chantier.

Mesure régulière des niveaux d'empoussièrement pour vérifier le respect des VLEP.

Mise en place d'une signalétique claire et de **zones délimitées** pour restreindre l'accès aux zones à risque.

### 3.1.7 RISQUE DE CO-ACTIVITE INTERNE AU CHANTIER

La **co-activité** sur le chantier sera organisée en fonction du calendrier général d'exécution, qui sera soumis à l'approbation du **coordonnateur SPS**. Les entreprises sont responsables de la mise en place et du maintien des **protections collectives**, telles que les filets, garde-corps et autres mesures de sécurité intégrées, dans leurs études et pratiques.

Si la co-activité ne peut pas être évitée en raison des contraintes de temps ou de calendrier, le coordonnateur de sécurité pourra, à tout moment, suspendre l'activité d'une ou plusieurs entreprises pour permettre à une autre de réaliser ses tâches en toute sécurité. Cette suspension temporaire n'affectera pas le délai global de réception des travaux, mais permettra d'assurer la protection des travailleurs et la bonne coordination des interventions.

### 3.1.8 RISQUE DE CO-ACTIVITÉ DES ACCÈS

Les travaux se dérouleront selon les jours et heures suivants :

**Jours** : du lundi au vendredi,

**Heures** : de 7h00 à 18h00 (à valider lors de la phase de préparation).

Les livraisons sur site et les enlèvements de matériel (bennes, équipements, etc.) seront planifiés en dehors des périodes de forte affluence routière.

Comme le chantier se déroulera en partie en milieu occupé pour ce qui est des circulations - gestion des flux entre le chantier et le public -, des barrières de protection devront être installées pour isoler les zones de travaux et empêcher toute intrusion du public dans le périmètre de sécurité. La responsabilité de cette protection incombera à l'entreprise du **LOT 02**.

Ce dispositif devra être validé par le **coordonnateur SPS** pour garantir la sécurité de tous les usagers et travailleurs présents sur le site.

### 3.1.9 DISPOSITIONS PRISES POUR INTERDIRE LES TRAVAUX SUPERPOSÉS OU EN CO-ACTIVITÉS DE DIFFÉRENTS LOTS

Le calendrier d'exécution détaillé sera établi de telle façon à exclure les travaux superposés tant pour les tâches d'un même lot que pour des lots différents.

Dans le cas d'impossibilité technique et après accord du coordonnateur avec les mesures de mêmes critères d'efficacité (gel provisoire de zone par balisage, etc.) une dérogation peut être faite.



	 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny	Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

### 3.1.10 MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTION SUR SITE

Les modes opératoires et mesures de prévention doivent être précisément décrits dans le PPSPS

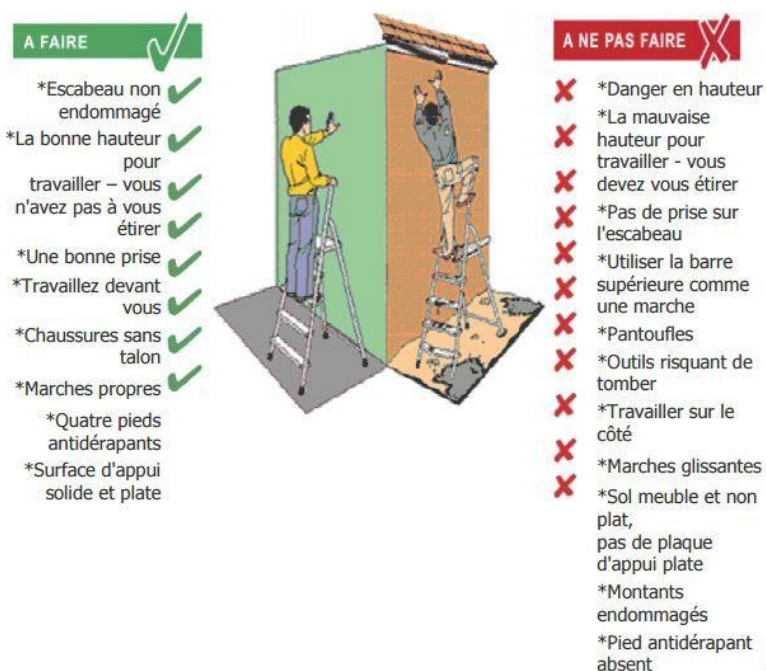
#### Coordination des entreprises :

Dans le cas où plusieurs tâches réalisées en un même lieu par des entreprises différentes nécessiteraient la mise en place d'un même dispositif de sécurité (platelage pour travaux en sous face de dalle par exemple), il sera prévu une coordination des interventions afin de mettre en place un dispositif commun assurant une sécurité et un confort de travail maximum. Ainsi, il sera autant que possible mis en place des platelages de pied préfabriqués.

#### Principaux risques :

- Maintien obligatoire des **protections collectives** en place, telles que les filets et les garde-corps.
- Installation des moyens d'élévation sur une surface stable, nivelée et nettoyée.
- Utilisation d'équipements réglementaires adaptés à la hauteur d'intervention, tels que les **PIR (Plates-formes Individuelles Roulantes)**, échafaudages de pied, échafaudages roulants, nacelles, etc.
- Pour les nacelles, il est obligatoire de fournir les documents suivants :  
Le **procès-verbal de contrôle réglementaire** valide,  
L'**autorisation de conduite (CACES)**.

#### • Mise en place et utilisation d'un escabeau



		 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny		Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

### 3.1.11 MOYENS COMMUNS

Dans le cadre des travaux intérieurs, les entreprises doivent coordonner l'utilisation des moyens communs afin d'optimiser la sécurité et l'efficacité des interventions. L'objectif est de réduire les interférences entre les corps de métier tout en garantissant le maintien de dispositifs de sécurité adaptés.

#### 3.1.11.1 MOYENS COMMUNS A DISPOSITION

##### **Platelages et protections de sol :**

Pour les interventions en hauteur ou nécessitant la protection des surfaces intérieures, des platelages temporaires ou des protections de sol doivent être mis en place. Ces dispositifs doivent assurer la sécurité des travailleurs et protéger les sols et les infrastructures historiques du palais. Les entreprises responsables devront installer des platelages préfabriqués robustes, avec des protections en périphérie, afin de prévenir tout risque de chute d'objets.

##### **Éclairage temporaire :**

Les zones de travail, souvent dans des parties peu éclairées ou difficilement accessibles, doivent être équipées d'un **éclairage temporaire** suffisant pour permettre aux équipes de travailler en toute sécurité. Les installations d'éclairage doivent respecter les normes de sécurité électrique en vigueur et être placées de manière à ne pas entraver les déplacements ou les équipements.

##### **Moyens de levage et manutention :**

Des **systèmes de levage** spécifiques, tels que des palans ou des treuils, devront être mis en commun lorsque des opérations de levage ou de déplacement de charges lourdes sont nécessaires. Les aires de stockage et de levage doivent être stables, nivelées et situées à l'écart des zones d'intervention afin de garantir la fluidité des opérations et la sécurité du personnel. Il est également impératif que toutes les manœuvres soient supervisées par des personnes qualifiées et équipées de dispositifs de communication.

##### **Systèmes d'aspiration et de filtration de l'air :**

Les travaux de ponçage, découpe ou autres interventions générant des poussières doivent être réalisés avec des **systèmes d'aspiration** à la source pour limiter la propagation des particules dans l'air. Des **dispositifs de filtration de l'air** doivent être installés pour préserver la qualité de l'air intérieur, notamment dans les zones où circulent le personnel et les visiteurs.

##### **Responsabilité et coordination des moyens communs :**

L'entreprise principale en charge de chaque lot de travaux doit prévoir, dans son PPSPS, une étude des moyens communs nécessaires, en veillant à ce que :

Les équipements partagés, tels que les plateformes et les systèmes de levage, soient utilisés en respectant les consignes de sécurité définies,

Chaque entreprise soit informée des modalités d'utilisation et des consignes spécifiques des équipements mis à disposition,

La coordination entre les corps de métier soit assurée pour éviter les interruptions de service et optimiser l'utilisation des moyens communs.

		 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny		Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

### Procédures de contrôle et de sécurité :

Les entreprises sont responsables de la mise en place et du maintien des protections collectives telles que les balisages de sécurité, les plinthes et filets de protection. Avant toute intervention nécessitant le partage de moyens communs, un **procès-verbal de conformité** devra être établi et transmis au coordonnateur SPS.

En cas de nécessité, le coordonnateur SPS pourra suspendre temporairement les activités d'une ou plusieurs entreprises si les mesures de sécurité ou l'utilisation des moyens communs ne sont pas respectées, afin de garantir la sécurité globale du chantier.

### 3.1.11.2 DÉMOLITION

Toutes les opérations de démolition seront réalisées **en l'absence de personnes** sur le site. Les nuisances sonores seront limitées pendant les heures de travail, notamment pour les niveaux supérieurs et inférieurs du chantier.

Chaque entreprise doit tenir à jour la **liste de son personnel** et la mettre à disposition du **coordonnateur SPS**, du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et des organismes de contrôle. Les débris seront évacués via des goulottes ou des big-bags. Aucune évacuation de débris ne doit se faire directement par les ouvertures. Si l'utilisation d'une goutte est impossible, des engins (chariot élévateur ou monte-charge) seront utilisés pour transporter les débris en toute sécurité.

### 3.1.11.3 INVENTAIRE DES DANGERS ET CONTRAINTES

Un inventaire des risques a été réalisé lors de la phase de conception. Toute modification dans la nature des travaux, le phasage ou les modes opératoires doit être immédiatement communiquée au **coordonnateur SPS** par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre ou les entrepreneurs concernés. Les mises à jour du **PPSPS** et du **planning** devront être réalisées pour refléter ces changements.

Les principaux risques identifiés comprennent :

- Risque d'effondrement,
- Risque de heurt ou d'écrasement (collision entre engins et piétons),
- Risques de chutes de plain-pied (encombrement, gravats),
- Risque de chute de hauteur,
- Risque d'écrasement lors de la manutention ou du stockage,
- Risque de blessures térébrantes (fers, clous, verres, etc.),
- Risque d'incendie ou brûlures thermiques et chimiques (soudure, oxycoupage, bitume),
- Risque d'électrisation,
- Nuisances liées à la poussière et au bruit,
- Risque de collision sur les voies d'accès au chantier, notamment en interaction avec le public.

### 3.1.11.4 SERRURERIE, MÉTALLERIE

Le **PPSPS** de l'entreprise en charge des travaux de serrurerie et de métallerie devra inclure les **modes opératoires** et des descriptions détaillées (croquis, plans) des protections mises en place pour les garde-corps et autres structures métalliques. Cela inclut les **échafaudages**, **nacelles** et les **protections individuelles** comme les harnais.



	 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny	Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

### 3.1.11.5 CLOISONS – DOUBLAGES – PLÂTRERIE

Le **système de protection** pour la réalisation des cloisons, des doublages et des travaux de plâtrerie doit être défini, en tenant compte des risques liés à la manipulation des matériaux et à la proximité d'autres corps de métier.

### 3.1.11.6 SOLS

Pour les travaux de pose de sols, notamment à proximité des **trémies d'escaliers**, un système de protection efficace doit être mis en place afin de prévenir tout risque de chute ou d'accident pendant la réalisation des travaux.

### 3.1.11.7 MENUISERIES INTÉRIEURES

Lors de l'installation des menuiseries intérieures, des systèmes de protection adaptés devront être utilisés pendant la **mise en œuvre** et l'**approvisionnement**. Cela inclut des protections temporaires pour éviter les dommages aux surfaces environnantes ainsi que des dispositifs de sécurité pour le personnel.

### 3.1.11.8 PEINTURE – REVÊTEMENT MURAUX

Les travaux de peinture et de revêtements muraux nécessitant des interventions en hauteur doivent être réalisés à l'aide d'**échafaudages** ou d'autres moyens adaptés (nacelles), en fonction de la hauteur de travail. Les protections collectives telles que les garde-corps et les filets de sécurité doivent être mises en place pour protéger les travailleurs.

### 3.1.11.9 LOTS TECHNIQUES

Les entreprises des **lots techniques** devront détailler, dans leurs **PPSPS**, les mesures de protection collective mises en œuvre lors de leurs interventions, incluant des croquis explicatifs. Un balisage au sol, prenant en compte la **courbe de chute** des outils et matériaux, devra être mis en place.

### 3.1.11.10 PHASAGE ET MANUTENTION

Le phasage pour l'installation des équipements techniques, notamment en combles, sera déterminé dès la préparation du chantier.

Les moyens de manutention devront être partagés et coordonnés entre les entreprises, avec une étude précise des systèmes de levage et de protection collective à utiliser.

Les systèmes de sécurité spécifiques devront inclure :

- **Lignes de vie et points d'ancrage,**
- **Protections périphériques** sur les toits (consoles, garde-corps, filets),
- **Filets de sécurité en sous-face.**

Chaque entreprise devra également rappeler à ses travailleurs l'obligation d'utiliser les **protections individuelles** mises à leur disposition

## 3.1.12 ZONES A RISQUES PARTICULIERS

Dans ces zones, le port du casque est obligatoire, le stationnement interdit, l'entretien régulier, l'éclairage et la signalisation maintenue en permanence.

	 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny	Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

## 3.2 MESURES SPECIFIQUES CONCERNANT L'ACCES DE CHANTIER

### 3.2.1 ADAPTATION DES TRAVAUX A LA NATURE DES ACTIVITES

Aucune tâche réalisée dans le cadre des travaux ne devra perturber l'activité normale de l'établissement. Il est essentiel que les zones de travaux soient **clairement identifiées** et **strictement indépendantes** des zones en activité pour éviter toute interférence avec les opérations quotidiennes du site.

Les **protections adéquates** doivent être mises en place avant le début des travaux par l'entreprise. Ces protections seront systématiquement **vérifiées par le coordonnateur SPS** afin de s'assurer qu'elles sont conformes aux exigences de sécurité. Les installations sur le site seront inspectées et validées par le **coordonnateur SPS**, le **maître d'ouvrage (MO)**, et le **maître d'œuvre (MOE)** avant le lancement des travaux, pour obtenir leur accord définitif.

Pendant toute la durée des travaux, les entreprises devront respecter un **cheminement spécifique**, défini en coordination avec les services techniques de l'établissement. Ce cheminement concernera à la fois le déplacement du personnel, l'approvisionnement et le retrait du matériel, ainsi que l'évacuation des déchets. L'objectif est d'éviter toute **contamination** des zones adjacentes ou des équipements en place.

### 3.2.2 VOIES EXISTANTES – ACCÈS VÉHICULES – LIVRAISONS

Le site étant exploité, l'accès pour livraison est réglementé.

**Les livraisons seront impérativement réalisées en présence d'un homme trafic.**

**Après 16h30** pour les livraisons plus volumineuses et/ou importante

**A confirmer**

**Les livraisons devront être directement acheminées vers le chantier : aucun stockage ne sera accepté entre le camion et la zone finale (zone public)**

L'emprise du chantier étant restreinte, **aucun stockage important** de matériel TCE ne sera toléré dans la zone du chantier.

Pendant toute la durée des travaux, les entreprises devront anticiper les **contraintes spécifiques du site**, qu'elles soient imposées par le maître d'ouvrage ou dues aux caractéristiques du chantier. En cas d'approvisionnements lourds nécessitant des moyens particuliers, les entreprises devront prévoir l'utilisation de **matériels de levage adaptés**. Aucun véhicule personnel ne sera autorisé à pénétrer dans le bâtiment.

L'utilisation des trottoirs pour les besoins des entreprises est interdite, sauf accord **écrit et explicite** de la Mairie de Lagny (autorisation de voirie au préalable à demander).

#### 3.2.2.1 **ZONE TAMPON DE STATIONNEMENT**

Les véhicules de livraison devront respecter les itinéraires, zones d'attente, et zones de déchargement. Une zone tampon pourra être utilisé sur le parking existant sous réserve d'accord et présentation d'un PIC.

	 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny	Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

### 3.2.2.2 ENTRETIEN

L'entretien des voies, cheminements et emplacements sera à la charge de chaque entreprise présente sur site. Une attention particulière sera portée à la **propreté des abords du chantier**, avec un nettoyage quotidien des espaces environnants pour éviter tout désagrément à l'égard du public. Il est crucial de maintenir les accès et les circulations publics propres et dégagés, en tenant compte de la sensibilité de l'emplacement

### 3.2.2.3 ACCES OUVRIERS

**Le chantier est ouvert de 07h00 à 18h30 du Lundi au Vendredi** : à confirmer lors de la réunion préparatoire.

Mettre au point un système de fermeture afin de rendre le chantier clos.

## 3.2.3 FLÉCHAGE ET SIGNALISATION

**La signalisation du chantier devra être mise en place par le lot 02 et/ou affichage préventif par le MO**

Une information aux agents du site devra être communiquée sur les flux de chantier et circulations piétons interdites.

- Dès l'entrée du chantier, le personnel sera informé par la signalisation des obligations en matière de protections individuelles (port du casque et de chaussures de sécurité obligatoire).
- Tous les personnels des entreprises extérieures doivent rester dans leur secteur de travail ; ils doivent se rendre de leur lieu de travail à la zone de cantonnement réservée au chantier aussi directement que possible et en application du plan de circulation qui sera remis par la MOE

## 3.2.4 CARTES BTP

Depuis le **1er octobre 2017**, la **Carte BTP** est obligatoire sur l'ensemble du territoire français pour les salariés du secteur du bâtiment et des travaux publics. Selon l'**article R.8291-1 du Code du travail**, les entreprises sont tenues de demander la Carte BTP pour tous les salariés concernés, incluant les **intérimaires**, les **salariés détachés**, et les **intérimaires détachés**.

Le port obligatoire de cette carte d'identification s'applique à tout salarié effectuant, même à titre **occasionnel**, **accessoire**, ou **secondaire**, des travaux dans le secteur du BTP. Cependant, certaines professions ne sont pas concernées, telles que :

Les **architectes**,

Les **diagnostiqueurs immobiliers**,

Les **métreurs**,

Les **coordonnateurs SPS**,

Les **chauffeurs** et **livreurs**, même s'ils interviennent sur des sites ou des chantiers du BTP.

### 3.2.4.1 ENTREPRISES CONCERNEES

L'obligation de demander la **Carte BTP** concerne toutes les entreprises dont les salariés :

Accomplissent, dirigent ou organisent, même à titre occasionnel, secondaire ou accessoire, des travaux de bâtiment ou de travaux publics,

- Structures d'insertion mettant à disposition des salariés sur des chantiers,

		 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny		Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

- Entreprises de travail temporaire établies en France,
- Employeurs étrangers détachant des salariés en France,
- Entreprises françaises ayant recours à des intérimaires détachés.

#### 3.2.4.2 SALARIES CONCERNES

La Carte BTP est obligatoire pour tous les salariés qui **accomplissent, dirigent ou organisent des travaux de BTP**, quel que soit leur statut (salarié permanent, intérimaire, détaché, apprenti) ou le type de contrat (CDI, CDD, etc.).

Pour les **salariés détachés**, la demande de la Carte BTP doit suivre la déclaration de détachement. En cas d'**intérimaires détachés**, c'est l'entreprise utilisatrice en France qui doit effectuer les démarches.

#### 3.2.4.3 PRESENTATION DE LA CARTE

Le titulaire de la **Carte BTP** doit la présenter immédiatement en cas de demande d'un agent de contrôle, d'un maître d'ouvrage ou d'un donneur d'ordre intervenant sur le chantier.

#### 3.2.4.4 SANCTIONS EN CAS DE NON-CONFORMITE

En cas de manquement aux obligations de déclaration de la Carte BTP, l'employeur s'expose à une **amende administrative** pouvant atteindre **2 000 euros par salarié** concerné, et jusqu'à **4 000 euros** en cas de récidive dans un délai d'un an. L'amende est plafonnée à **500 000 euros**.

### 3.2.5 SECOURS & INCENDIE

Les services de secours peuvent pénétrer dans le bâtiment depuis l'entrée véhicules, positionnées sur le plan d'installation de chantier.

Cet accès devra être libre à tout instant.

**NOTE IMPORTANTE : il est précisé que le maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre et le coordonnateur de sécurité auront tout pouvoir pour faire dégager l'accès au chantier (du pouvoir de commandement aux ouvriers concernés à l'appel aux forces de police, sans que l'entreprise puisse s'y opposer).**

#### 3.2.5.1 SECOURISTE

Les coordonnées des secouristes de chaque Entreprise susceptibles de travailler dans l'opération devront figurer aux P.P.S.P.S.

Le recollement de ces coordonnées sera effectué par le Coordonnateur SPS et une liste des secouristes présents sera affichée dans le bureau de réunions et réactualisée périodiquement

## 3.3 INSTALLATION DE CHANTIER

### 3.3.1 COMPTE PRORATA

Le lot 02 est désigné comme titulaire du compte prorata pour l'ensemble du chantier.

À ce titre, il est chargé de :

Ouvrir et gérer le compte bancaire dédié au prorata,

	 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny	Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

Centraliser les dépenses communes (eau, électricité, nettoyage général, maintenance des installations collectives, etc.),

Répartir les coûts entre les entreprises selon les modalités définies dans le tableau de répartition validé en réunion de chantier,

Fournir un suivi régulier des dépenses et des justificatifs aux entreprises et au maître d'ouvrage.

Les entreprises intervenantes s'engagent à régler leur part dans les délais convenus. Le lot 02 pourra relancer les entreprises en cas de retard et informer la maîtrise d'ouvrage en cas de non-paiement répété.

### 3.3.2 PANNEAU DE CHANTIER

Le lot 02 sera en charge de la réalisation, la mise en place et l'entretien du panneau de chantier conformément aux exigences réglementaires.

► **Nature de l'intervention :**

Fourniture et pose d'un panneau de chantier visible depuis la voie publique.

Confection selon les dimensions et contenus imposés par la maîtrise d'ouvrage.

Affichage obligatoire des mentions légales : nom du maître d'ouvrage, nature des travaux, permis de construire, coordonnées des entreprises, durée prévisionnelle du chantier, coordonnées du CSPS, etc.

► **Modalités d'exécution :**

Le panneau sera installé dès le début du chantier, avant toute intervention majeure.

Il sera positionné de manière stable, non gênante pour la circulation et visible de l'extérieur.

Le lot 02 devra vérifier régulièrement son état (lisibilité, propreté, maintien en place) et procéder au remplacement en cas de dégradation.

► **Mesures de sécurité associées :**

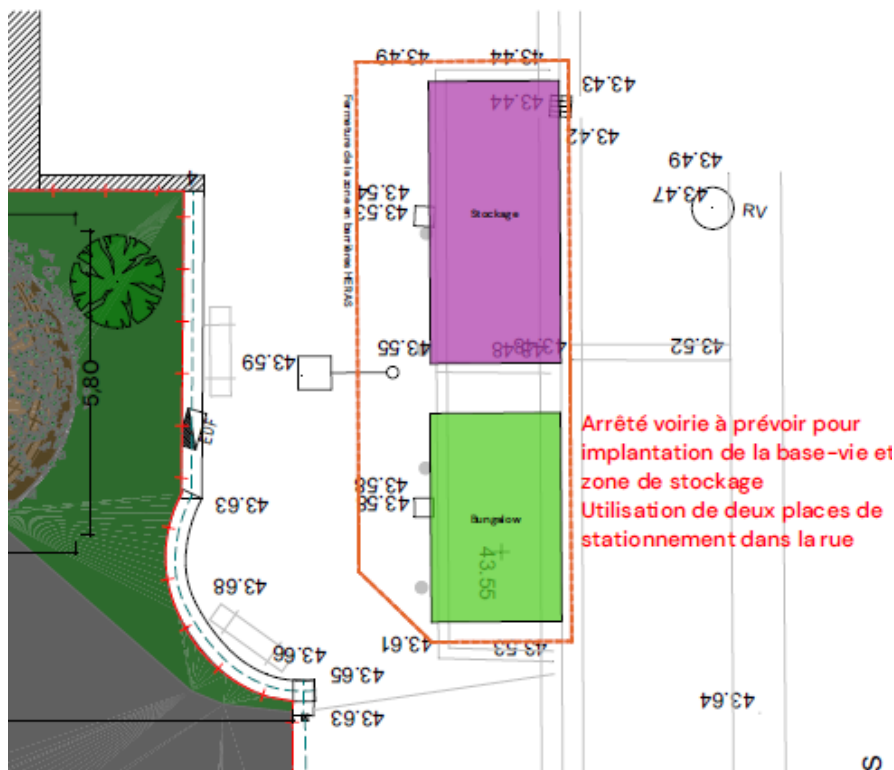
Implantation sans empiéter sur les circulations piétonnes ou voies publiques.

Signalisation temporaire si pose en bord de voirie.

Pose en dehors des zones à risque (circulation engins, zones de levage)

	 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny	Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

### 3.3.3 CANTONNEMENTS



L'entreprise du lot 02 sera responsable de l'installation des cantonnements, conformément aux fiches O.P.P.B.T.P., notamment la fiche H3.M.02.97, ainsi que les prescriptions du CCTP. Un affichage réglementaire "en cas d'accident" devra être mis en place dans les cantonnements. La fermeture de la base vie sera intégrée dans cette installation.

#### 3.3.3.1 BRANCHEMENTS PROVISOIRES

Les raccordements aux réseaux existants (électricité, adduction d'eau, évacuation des eaux pluviales et usées, téléphone) seront réalisés par le lot 02, et ceux-ci comprendront l'installation de l'électricité provisoire et la distribution secondaire.

#### 3.3.3.2 VESTIAIRES ET REFECTOIRE

L'Entreprise du lot 02 devra mettre à disposition des vestiaires et un réfectoire pour les autres entreprises. La surface minimale sera de 1.25 m<sup>2</sup> par personne pour un groupe de 4 à 10 personnes (ce nombre pourra être ajusté en fonction du planning détaillé d'exécution, sans impact sur l'offre financière de l'entreprise).

Les armoires métalliques individuelles ininflammables et les sièges seront fournis et installés par chaque entreprise, et chaque armoire devra être fermée à clé.

Le chauffage et l'éclairage seront assurés et entretenus par le Maître d'Ouvrage, tandis que les frais de mise en place, d'entretien quotidien, d'équipement et de retrait seront pris en charge par ce dernier.

	 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny	Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

L'entreprise installera également des chauffeuses-gamelles et des réfrigérateurs dans le réfectoire.

### 3.3.3.3 BOITE A PHARMACIE

Une boîte à pharmacie sera mise à la disposition de l'ensemble du personnel de chantier. Elle devra être facilement accessible et reconnaissable à tout moment. Chaque Entreprise (sous-traitant) doit également disposer d'une boîte à pharmacie de premiers secours.

### 3.3.3.4 SANITAIRES /VESTIAIRES

Le lot 02 est chargé de la mise en place des installations de cantonnement, comprenant : Les sanitaires raccordés à l'eau froide et à l'eau chaude sanitaire (ECS), équipés de lavabos, savon et sèche-mains, fournis par le maître d'ouvrage.

Conformément à la réglementation en vigueur (Code du travail, article R.4228-10), le nombre de WC à prévoir sur chantier est le suivant :

1 WC pour 10 personnes maximum présentes simultanément sur le chantier.

À partir de 20 personnes, il faut ajouter 1 WC supplémentaire par tranche de 20 (ou fraction de 20).

Exemple :

1 à 10 personnes : 1 WC

11 à 30 personnes : 2 WC

31 à 50 personnes : 3 WC

etc.

Les WC doivent être raccordés au réseau d'assainissement ou, à défaut, être de type chimique vidangés régulièrement. Ils doivent être séparés des zones de repas et entretenus aussi souvent que nécessaire pour garantir de bonnes conditions d'hygiène.

En cas de présence de personnel féminin sur le chantier, un sanitaire et un vestiaire spécifique seront installés.

Les vestiaires intégrant des armoires métalliques individuelles ininflammables à double compartiment, également fournies par le maître d'ouvrage.

Le lot 02 devra assurer :

Le montage et l'installation de ces équipements dans les espaces prévus du cantonnement,

Leur raccordement aux réseaux provisoires (eau, électricité, évacuation),

Leur mise à disposition opérationnelle avant l'arrivée des premières entreprises,

La coordination avec le lot électricité pour l'éclairage intérieur.

L'entretien courant des installations sera assuré selon une organisation précisée en réunion de chantier

### 3.3.3.5 ATELIERS

Les aires pour ateliers sont déterminées pendant la phase de préparation. Elles sont implantées en dehors de l'aire de cantonnement. Elles reposent sur une aire bétonnée et elles sont couvertes. Compte tenu de l'exiguïté du chantier, il ne sera pas autorisé d'autre aire d'atelier que celle éventuellement admise pour la fabrication des aciers.



	 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny	Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

### 3.3.3.6 STOCKAGE

Les aires de stockages seront clairement définies en distinguant les aires de stockages pour matériaux à risques, et ceux avant le démarrage du chantier, en accord avec le Maître d'Ouvrage et le coordonnateur sécurité.

Au niveau des postes de travail il sera nécessaire de :

- Calculer les quantités optimales à stocker
- L'Accès au stockage dégagé et n'entravant pas le poste de travail
- Etablir le stockage de manière à ce que son utilisation ne provoque pas d'efforts inutiles.

La zone de stockage sera à protéger avec des grilles Heras de 2ml de hauteur, si celle-ci se trouve sur la voie publique.

## 3.3.4 PROTECTION INCENDIE

### 3.3.4.1 PROTECTION FEU DE CHANTIER

Les entreprises effectuant des travaux par points chauds (soudure, meulage, oxycoupage, etc.) doivent impérativement mettre en place des extincteurs sur chaque niveau du chantier pendant toute la durée de leur intervention. Ces extincteurs doivent être adaptés aux risques spécifiques des opérations réalisées (par exemple, extincteurs à CO2 pour les travaux électriques ou à poudre pour les travaux mécaniques).

Les extincteurs doivent être :

- Facilement accessibles,
- Placés à proximité immédiate des zones d'intervention,
- Vérifiés et en bon état de fonctionnement, avec un contrôle régulier des dates de validité.

Il incombe à chaque entreprise de veiller à ce que les mesures de prévention incendie soient respectées à tout moment, et de signaler tout risque potentiel au coordonnateur SPS.

## 3.3.5 CONDUITE À TENIR EN CAS D'ACCIDENT

Chaque entrepreneur a l'obligation d'informer son personnel sur les mesures à prendre et la conduite à tenir en cas d'accident sur le chantier. Ces mesures doivent être clairement indiquées dans le P.P.S.P.S, dont un exemplaire sera remis à l'ensemble du personnel d'exécution afin de garantir que tous connaissent les protocoles de sécurité.

Un rappel des principes de sécurité est également annexé au P.G.C.S.P.S. (voir annexe 2).

Dès le démarrage des travaux, un tableau informatif comportant les numéros d'urgence (pompiers, services de secours, médecin, etc.) devra être affiché à proximité des téléphones disponibles sur le chantier, conformément au modèle présenté en annexe 4 du présent P.G.C.S.P.S. Ce tableau doit être visible et facilement accessible à tous les travailleurs.

## 3.3.6 CLÔTURES DE PROTECTIONS

### Limite provisoire Extérieure :

Le chantier devra être impérativement clos afin de supprimer toute interférence les chantiers concomitants, le cas échéant et le public.

Maintenance des clôtures générales pendant toute la durée des travaux et jusqu'à la fin du chantier.



	 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny	Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

Dépose en fin de chantier et remise en état éventuel des lieux de mise en place Les éléments de clôture devront être liaisonnés mécaniquement par des pièces d'assemblage.

Il est impératif que celles-ci restent fermées en permanence.

La fermeture du chantier est placée sous la responsabilité de chacune des entreprises présentes sur site



#### Limite intérieure de chantier

Chaque zone de travail (par exemple : dépose de charpente, montage de charpente, couverture, etc.) sera clairement délimitée par une clôture distincte, afin de sécuriser les cheminements et d'interdire l'accès sous les zones à risque.

### **3.3.6.1 OBLIGATIONS DES ENTREPRISES**

Les dispositions techniques nécessaires pour atteindre cet objectif, y compris la pose, dépose et repose des cloisons, sont entièrement à la charge des entreprises. Celles-ci doivent inclure ces prestations dans leur offre initiale et répéter ces opérations autant de fois que le chantier l'exige en fonction de ses contraintes.

## **3.3.7 NETTOYAGE DE CHANTIER**

### **3.3.7.1 NETTOYAGE PONCTUEL**

Afin de limiter les salissures liées aux interventions, des moyens appropriés devront être mis en place préalablement. Pour les interventions de longue durée présentant un fort potentiel de pollution, la fréquence des nettoyages devra être ajustée en fonction du degré de pollution généré.

Les voiries extérieures devront être nettoyées si nécessaire. Les entreprises qui manipulent des produits polluants ou présentant un risque particulier doivent définir dans leur PPSPS des mesures d'évacuation conformes à la réglementation en vigueur.

Le maître d'ouvrage peut exiger des dispositions plus strictes en matière de propreté, notamment pour la gestion des déchets dans le cadre du tri sélectif. Les cheminements pour l'évacuation des déchets seront représentés sur le plan d'installation de chantier.

### **3.3.7.2 GESTION DU NETTOYAGE**

Chaque entreprise est responsable du **nettoyage** de ses zones de travail. Un **responsable de la propreté** sera désigné par chaque entreprise pour garantir la bonne exécution des tâches de nettoyage et d'entretien. Cela inclut :

**Nettoyage et rangement quotidien** des zones de travail et du matériel,

**Nettoyage complet hebdomadaire** des zones d'intervention, incluant l'aspiration des sols (le balayage est interdit pour éviter la dispersion des poussières).

Chaque entreprise est également responsable de l'entretien de ses **installations propres** (vestiaires, dépôts, magasins), avec un **nettoyage journalier** obligatoire.

		 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny		Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

### 3.3.7.3 SANCTIONS EN CAS DE MANQUEMENT

En cas de carence d'une entreprise dans le nettoyage de sa zone de travail, le maître d'œuvre pourra faire intervenir une entreprise spécialisée pour réaliser le nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante. Si après une première injonction la propreté n'est toujours pas assurée, cette procédure sera systématiquement appliquée, et les frais correspondants seront répartis entre les entreprises concernées.

Si des manquements répétés sont constatés et que le niveau de propreté général est jugé insuffisant, le chef de chantier pourra prendre la décision de faire nettoyer l'ensemble des bâtiments, aux frais des entreprises concernées. Cela n'exonère pas les entreprises de leur obligation quotidienne d'assurer le rangement de leur matériel et le nettoyage de leurs zones de travail.

## 3.3.8 CIRCULATIONS PIÉTONS :

### 3.3.8.1 HORIZONTALES

La Réalisation de cheminements particuliers provisoires pour faciliter l'exécution des travaux pourra également faire l'objet d'une concertation et mise en responsabilité pour une entreprise.

Pose de fléchages directionnels depuis les accès extérieurs (parking, voies internes, entrée site) jusqu'au point d'entrée du chantier.

Fléchage visible, lisible, résistant aux intempéries, installé à une hauteur suffisante.

Adaptation du fléchage si les accès évoluent en cours de chantier.

Vérification régulière de l'état et de la pertinence du balisage.

Orienter clairement les intervenants et visiteurs autorisés.

Il est impératif de Limiter les circulations inutiles sur site.

Il est impératif de Renforcer la sécurité des cheminements.

**L'échelle comme poste de travail est interdite. L'utilisation d'escabeau en bois également.**

Equipements de travail rencontrés **non conformes** à la réglementation



Les échafaudages montés conformément aux normes en vigueur en parfait état et comportant des roues autobloquantes à bandage caoutchouc devront être démontés ou évacués du chantier après chaque intervention.

Un PV de conformité Echafaudage sera demandé.

Les échafaudages sont assujettis aux vérifications et obligations suivantes:

- La charge admissible d'un échafaudage doit être visiblement indiquée sur l'échafaudage ainsi que sur chacun de ses planchers.

	 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny	Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

- Il doit tenir à disposition : les plans et instructions de montage, la note de calcul de résistance et de stabilité,
- Il doit réaliser l'examen d'adéquation en indiquant la nature des travaux et les charges à supporter.
- Il doit réaliser l'examen de montage et de l'installation conformément aux données relatives, à la nature du support et des ancrages...
- Il doit tenir à jour un carnet d'utilisation journalière de l'échafaudage ainsi que des conventions d'utilisation par d'autres entreprises.
- Il doit réaliser un examen journalier de l'état de conservation ainsi qu'un examen trimestriel de son état de conservation

### 3.3.8.2 VERTICALES / ENTRETIEN DES ABORDS

Un nettoyage journalier sera fait aux abords du chantier, Zone tampon de stationnement

Il n'est pas accepté de stationnement sur le chantier pour les visiteurs, intervenants, fournisseurs, etc.

L'entretien des voies, cheminements et emplacements, est à la charge des entreprises présentes sur site.

Un nettoyage sera réalisé chaque jour en fin de journée.

## 3.4 ELECTRICITE DE CHANTIER.

Le maître d'ouvrage met à disposition une source d'alimentation EDF pour le chantier.

Le lot électricité est responsable de :

La mise en place du coffret de chantier conforme aux normes en vigueur (NF C 15-100).

La réalisation des branchements provisoires sous compteurs, en coordination avec Enedis si nécessaire.

L'éclairage temporaire de chantier, notamment dans les zones à risques ou de travail en intérieur.

Chaque entreprise intervenante pourra se raccorder sur le coffret, sous réserve de respecter :

Les puissances allouées à chacun,

Les règles de sécurité électrique (prises, rallonges adaptées, protections différentielles...),

L'interdiction de bricoler des branchements sauvages ou non protégés.

L'entretien et la maintenance du coffret et des installations provisoires sont assurés par le lot électricité pendant toute la durée du chantier.

Chaque entreprise doit l'éclairage de son poste de travail,

L'alimentation de son outillage à partir des tableaux de distribution électriques,

La conformité et l'entretien de son propre matériel électrique.

Les entreprises doivent également veiller à informer correctement leurs salariés des risques liés à l'utilisation de matériel électrique, afin de garantir leur sécurité.

### 3.4.1 CONTRÔLES PÉRIODIQUES DES INSTALLATIONS

Toutes les installations électriques du chantier doivent être vérifiées par un contrôleur agréé ou une personne habilitée. Un rapport de vérification devra être établi et joint au Registre Journal de la Coordination. Ce contrôle porte sur :

Le branchement et l'armoire générale,

Le réseau de distribution (coffrets et éclairages).

		 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny		Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

Il est rappelé que le contrôle électrique doit être renouvelé tous les 12 mois et également après chaque modification importante du réseau électrique.

### 3.4.2 MISE EN SERVICE ET MAINTENANCE

L'ensemble de l'installation électrique sera contrôlé avant la mise en service et devra faire l'objet d'un contrôle annuel. En cas de modifications notoires, un nouveau contrôle sera exigé.

Seule une entreprise qualifiée en électricité sera autorisée à effectuer les remises en état des installations défectueuses.

### 3.4.3 RÉSEAUX ENTERRÉS ET AÉRIENS

La coupure générale du chantier devra être clairement signalée pour garantir la sécurité des interventions.

Chaque entreprise installera un tableau électrique de chantier équipé de 6 prises de courant, ainsi qu'une alimentation tri-phasée par niveau, selon les besoins (cf. fiche OPPBTP). Les raccordements de fluides (eau, électricité, etc.) devront être effectués sur les installations existantes, conformément aux spécifications du C.C.T.P..

#### 3.4.3.1 **PRECAUTIONS AVANT INTERVENTION SUR LES RESEAUX EXISTANTS**

Avant toute intervention sur les réseaux électriques existants, chaque entreprise doit :

Vérifier la conformité de l'installation avec les normes en vigueur pour assurer la sécurité des personnes,

Réaliser un raccordement de chantier conforme aux normes en vigueur, en s'assurant de la possibilité de coupure d'urgence et de la présence de disjoncteurs différentiels requis par la réglementation,

Signaler la présence de tension sur les câbles internes à la zone de travaux qui ne sont pas raccordés au réseau de chantier.

#### 3.4.3.2 **UTILISATION DE MATERIEL CONFORME**

Les entreprises doivent utiliser des adaptateurs prolongateurs et des coffrets portatifs avec différentiels, conformément aux documents et normes suivants :

Guide pratique G1 G.O1.84 édité par l'O.P.P.B.T.P.,

Mémos pratiques G4 MO1 à MO6 édités par l'O.P.P.B.T.P.,

Fiches de sécurité G.4.F.01.97 et G.4.F.02.89 éditées par l'O.P.P.B.T.P.,

Norme NFC 15-100,

Norme UTBC 60-130.

#### 3.4.3.3 **ÉCLAIRAGE DES POSTES DE TRAVAIL**

Les entreprises sont responsables de l'installation de l'**éclairage** de leur poste de travail, en respectant les prescriptions des documents et normes suivants :

**Mémo pratique G4 MO1** édité par l'O.P.P.B.T.P.,

Décret du 14/11/88, article 20,

Circulaire DRT 89-2 du 6 février 1989,

Norme NF EN 605 98-2-8 de juin 1991.

	<div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: center;"> <div style="text-align: center;">  <p><b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b></p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> </div> <div> <p><b>Secrétariat Général</b>  <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b>  <b>Département de l'immobilier de Paris</b></p> </div> </div>
SAUJ Lagny	Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025

Les **dépenses d'énergie électrique** seront prises en charge par l'EPML. Chaque entreprise doit, dès la notification du marché, fournir une estimation précise de la **puissance électrique** nécessaire à ses opérations.



### 3.5 ZONES ET CONDITIONS DE STOCKAGES, CONDITIONS D'ENLEVEMENTS DES MATERIAUX DECHETS GRAVATS NOTAMMENT CEUX PRESENTANT UN RISQUE PARTICULIER

Le plan d'installation de chantier comportera les dispositions prises pour la livraison des matériaux et les stockages (de transfert et définitifs).

#### 3.5.1 ZONE DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFÉRENTS MATÉRIELS ET MATÉRIAUX

La manutention des fournitures devra être immédiate aux différents lieux de travail. Aucune aire de stockage n'est admise. Les livraisons seront réalisées en fonction des besoins journaliers.

La livraison des matériaux à risques sera distincte.

#### 3.5.2 ZONE DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES PRODUITS PRÉSENTANT UN RISQUE PARTICULIER.

Chaque entreprise signale, avant toute intervention, l'emploi de matériaux à risques particuliers et la nature du risque (joindre « FDS » Fiche donnée sécurité).  
Chaque entreprise définit, avant toute intervention, les moyens adaptés au stockage de ces matériaux, en accord avec le coordonnateur.

Le stockage de ce type de déchets, comme tout stockage, n'est pas admis à l'intérieur du bâtiment.

Ces sujétions font parties intégrantes du prix des ouvrages des entreprises.

		 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny		Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

Les entreprises utilisant ce type de produit doivent les approvisionner à mesure de leur utilisation journalière et définir dans leurs PPSPS les moyens adaptés à leurs stockages en accord avec le coordonnateur.

Le stockage de ce type de déchets, comme tout stockage, n'est pas admis à l'intérieur du bâtiment. Ces sujétions font parties intégrantes du prix des ouvrages des entreprises. A cet effet, il est précisé que les entreprises devront systématiquement fournir au coordonnateur SPS les fiches techniques des produits mis en œuvre ainsi que tous documents complémentaires relatifs aux risques générés par le produit tant vis à vis des hommes que de l'environnement.

### 3.5.3 EVACUATION DES GRAVOIS

Chaque entreprise a à sa charge l'évacuation de ses gravois jusqu'aux bennes prévues à cet effet. Dans le cas où il serait constaté une défection, le coordonnateur fera intervenir sans préavis une entreprise extérieure pour effectuer le nettoyage au compte de l'entreprise défaillante.

Les gravois sont évacués aux sacs hermétiquement clos.

Ces sacs seront mis en benne sur laquelle un écran anti-poussière sera disposé.

L'emplacement des bennes sera déterminé en accord avec le maître d'ouvrage suivant la localisation. La benne sera évacuée dès qu'elle sera pleine. Pour les jours où le remplissage de la benne ne justifiera pas une évacuation, il sera mis en place une bâche hermétique de protection.

### 3.5.4 CONDITIONS D'EVACUATION DES DÉCHETS ET GRAVAS DE PRODUITS PRÉSENTANT UN RISQUE PARTICULIER

L'entreprise utilisant des produits de ce type doit le définir auprès du coordonnateur avant le démarrage de ses travaux.

L'entreprise utilisant des produits de ce type doit définir dans son PPSPS les mesures d'évacuation qui doivent être conformes à la réglementation.

### 3.5.5 PROTECTIONS COLLECTIVES CONTRE LES RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR ET CONDITIONS DE MANUTENTION

#### 3.5.5.1 MISE EN PLACE DES PROTECTIONS COLLECTIVES

Les protections collectives sur un point donné du chantier doivent être installées par la première entreprise qui génère un risque lié à son intervention. Cette entreprise est responsable de la mise en place, de l'entretien et de la surveillance des protections jusqu'à ce que le phénomène dangereux soit éliminé. Elle est également en charge des opérations de démontage et de repliement, sauf disposition contraire.

La conception de ces protections doit permettre aux autres entreprises d'intervenir en toute sécurité et est soumise à l'avis du coordonnateur SPS après validation dans le PPSPS. Les sujétions liées à ces protections sont incluses dans le prix forfaitaire des ouvrages à la charge de l'entreprise concernée.



		 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny		Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

### 3.5.5.2 PROCEDURE DE DEPOSE MOMENTANEE

Les déposes de protections collectives doivent être évitées autant que possible. Cependant, dans le cadre de besoins spécifiques :

L'entreprise qui procède à la dépose doit installer des protections temporaires adaptées, et remettre en place les protections initiales une fois la tâche terminée.

Toute dépose de protection collective doit faire l'objet d'une déclaration préalable à l'entreprise responsable.

L'entreprise doit également informer tout personnel susceptible de travailler dans la zone concernée et mettre en place le balisage nécessaire.

Si les protections collectives sont temporairement retirées, des protections individuelles (comme des harnais) devront être mises en place pour les travailleurs.

### 3.5.6 MESURES CONCERNANT L'UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES

L'utilisation des protections collectives mises en place par l'entreprise responsable est gratuite pour les autres entreprises intervenantes. Les périodes de mise à disposition de ces protections sont fixées par le calendrier d'exécution.

En cas de retard dans les travaux, la date de démontage des protections sera ajustée en fonction des besoins. Toutefois, si le retard n'est pas dû à une entreprise spécifique, les frais d'immobilisation des protections peuvent être répercutés après un recours auprès du maître d'ouvrage.

L'utilisation des protections collectives par toutes les entreprises est obligatoire, sauf dérogation préalable accordée par le coordonnateur SPS.

#### 3.5.6.1 RESPONSABILITES DES ENTREPRISES

Chaque entreprise est responsable de la sécurité de ses salariés. En cas d'intervention sur une zone insuffisamment protégée, l'entreprise est tenue de mettre en place des **mesures de sécurité** appropriées.

Les articles du **Code du travail** régissant ces responsabilités sont :

- L. 4121-1 à L. 4121-5 (relatif à l'obligation de prévention des risques professionnels),
- L. 4522-1 (relatif à la coordination des mesures de sécurité),
- L. 4612-9 (relatif à l'intervention des comités d'hygiène et de sécurité).

Le **chef d'établissement** est tenu de prendre les mesures nécessaires pour garantir la sécurité et protéger la santé de ses travailleurs, y compris les travailleurs temporaires. Cela inclut :

- L'évaluation des risques,
- La prévention des risques à la source,
- L'adaptation du travail à l'homme,
- La mise en place de protections collectives avant les protections individuelles.

En cas de manquement à ces obligations, les chefs d'établissement peuvent être mis en demeure par les **inspecteurs du travail** et encourir des sanctions en cas de non-conformité.

### 3.6 **CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATIONS DES ENGINS DE LEVAGE ET DE MANUTENTION**

#### 3.6.1 LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES:

Voir chapitre 3.10.

	 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny	Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

### 3.6.2 CONDITIONS D'UTILISATION PAR D'AUTRES CORPS D'ÉTAT

L'entreprise effectuant une manœuvre pour un autre corps d'état reste responsable de la conduite de la manœuvre et des appareils. Le prêt (conduite par un autre conducteur) est interdit.

### 3.6.3 CHOIX DE MODE OPÉRATOIRE ET DE PRODUITS N'ENTRAÎNANT PAS DE NUISANCE

Les entreprises doivent prévoir dans leurs prix des modes opératoires et des produits n'entraînant pas de nuisance. Ceux-ci peuvent être imposés sans supplément de prix lors des choix de matériaux pendant la période de préparation ou de mise au point des échantillons.

### 3.6.4 EMPLOIS DE MATÉRIELS RÉDUISANT CES NUISANCES

Les entreprises doivent prévoir dans leur prix l'utilisation de matériel dont les performances apportent le maximum de protection aux nuisances et la meilleure prévention des risques professionnels.

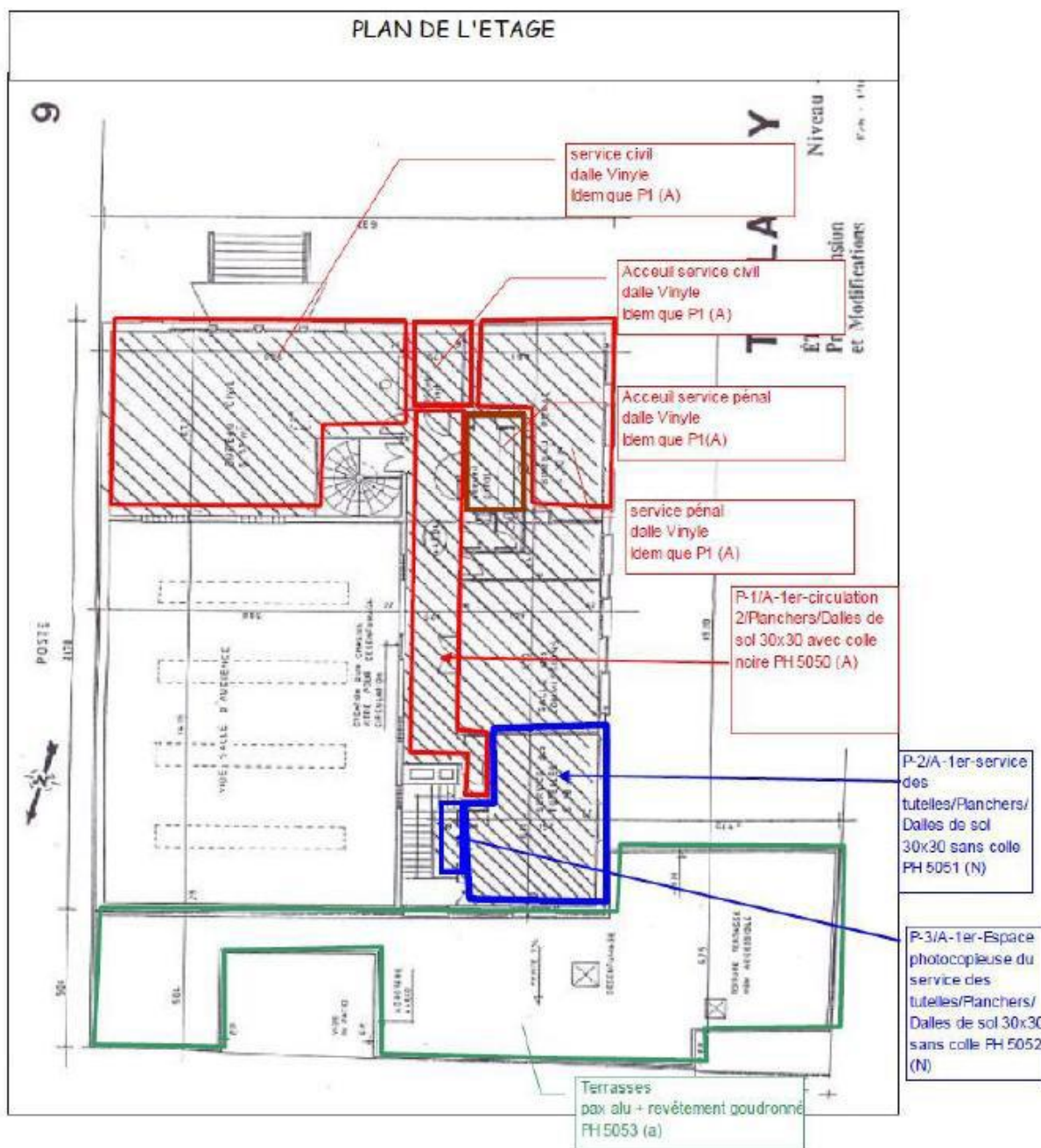
## 3.7 **TRAVAUX SPÉCIFIQUES**

### 3.7.1 DÉSAMIANTAGE.

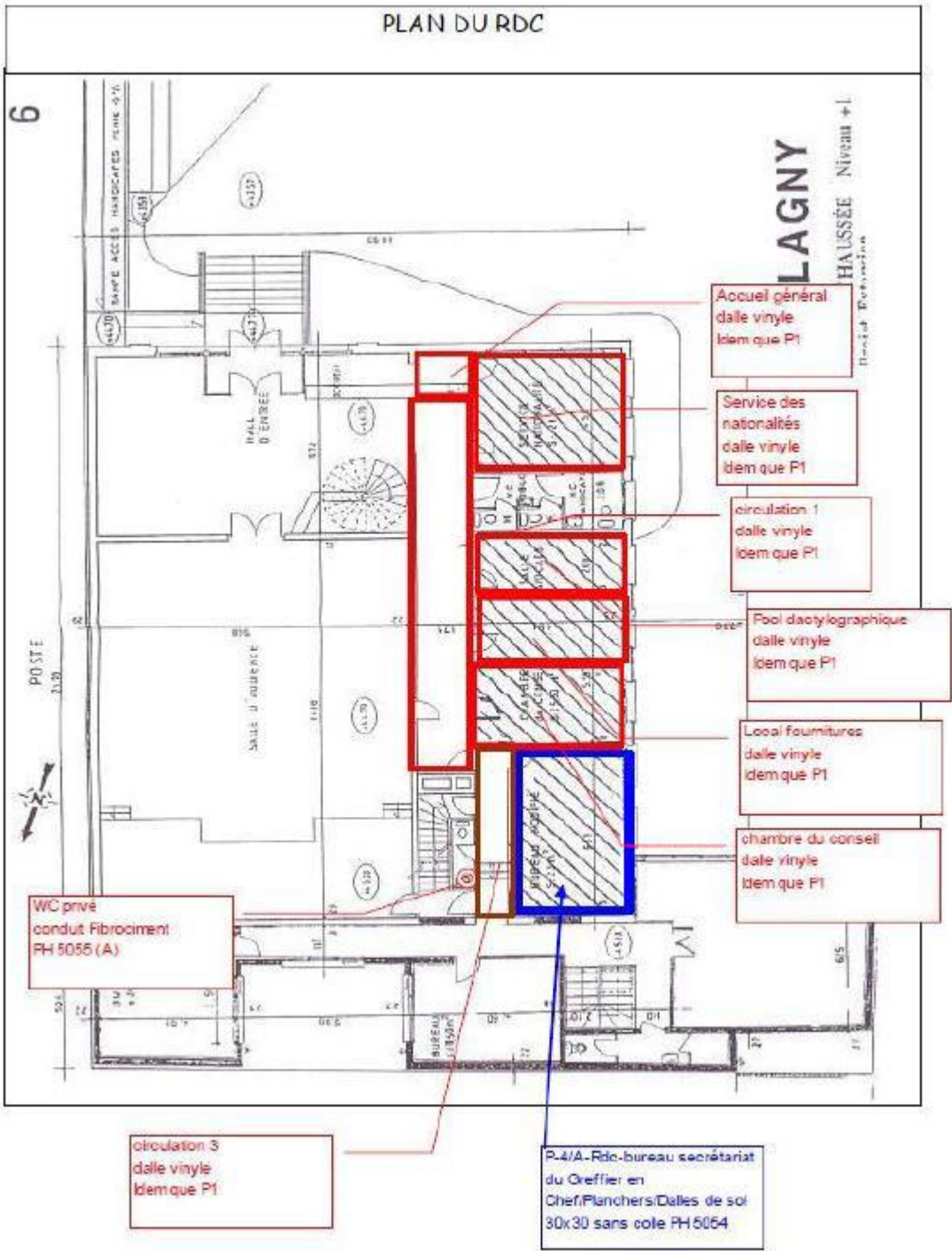
Le DIAGNOSTIC AMIANTE est remis au présent dossier, établi sous le **rapport n°931306**  
 Les travaux se feront en 2 phases



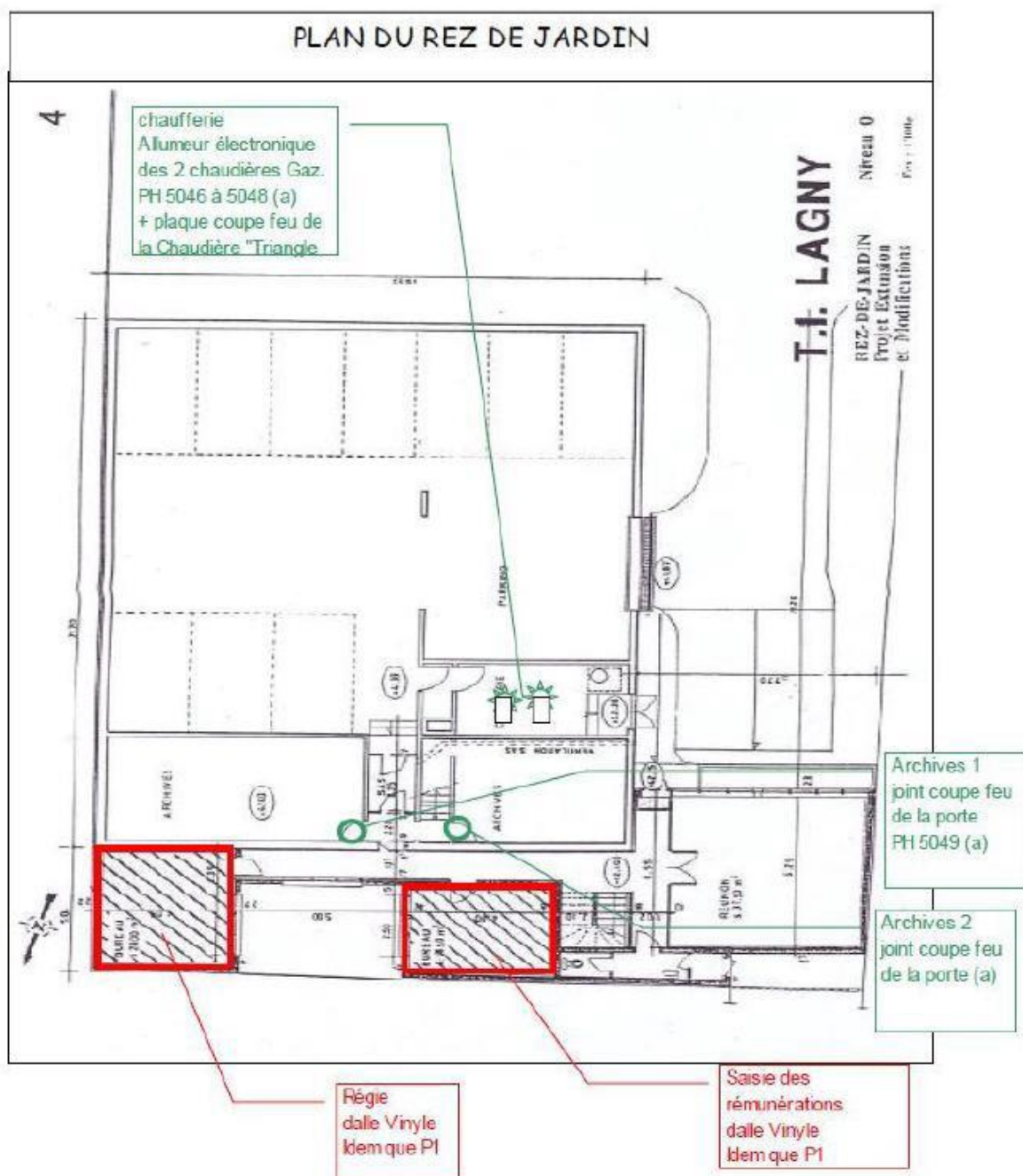
	<div data-bbox="501 219 598 257" data-label="Image"> </div> <div data-bbox="496 257 758 338" data-label="Text"> <p><b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b></p> </div> <div data-bbox="496 338 593 412" data-label="Text"> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> </div> <div data-bbox="829 257 1329 338" data-label="Text"> <p><b>Secrétariat Général Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France Département de l'immobilier de Paris</b></p> </div>
SAUJ Lagny	Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025



	<div><div> <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i></div><div><b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b></div></div>
SAUJ Lagny	Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025



	<div data-bbox="501 219 598 257" data-label="Image"></div> <div data-bbox="496 257 758 338" data-label="Text"> <p><b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b></p> </div> <div data-bbox="496 340 592 412" data-label="Text"> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> </div> <div data-bbox="829 259 1329 338" data-label="Text"> <p>Secrétariat Général Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France Département de l'immobilier de Paris</p> </div>
SAUJ Lagny	Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025



#### Travaux relevant de la sous-section 3 :

Il s'agit de travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante ou de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles en contenant, y compris en cas de démolition.

EXEMPLES : retrait de flocage amianté / retrait complet de dalles vinyles-amiante / dépose totale de toiture amiantée (qu'il s'agisse de plaques ondulées, ardoises...) / retrait de faux-plafonds / encapsulage (ragréage sur des colles amiantées) / dans le cadre de terrains

		 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny		Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

amiantifères (retrait par excavation, terrassement, forage ou encapsulage par recouvrement) etc.

#### Travaux relevant de la sous-section 4:

Il s'agit d'interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante. Les dispositions applicables aux travaux relevant de la sous-section 4 concernent notamment :

- des opérations de retrait à caractère limité dans le temps et dans l'espace (dépose de quelques ardoises ou plaques amiante-ciment, changement de quelques dalles de sol...)
- des réparations (terme qui recouvre les notions d'entretien courant, pour prévenir d'une dégradation ou une usure, de réparation pour faire disparaître des dégâts)
- des actions de maintenance corrective sans prévisibilité

EXEMPLES : travaux d'entretien des locaux floqués (passage de câbles, entretien des chaudières, entretien des réseaux de climatisation, plomberie..) / travaux d'entretien et de rénovation dans les locaux comportant des matériaux contenant de l'amiante (préparation des supports, ponçage, perçage...) / opération de découpage et d'usinage de plaque de plafonds suspendus ignifugés en amiante ou contenant de l'amiante, en vue de passer une gaine / intervention d'entretien sur des rubans, tresses, bourrelets, ou cordons contenant de l'amiante (nettoyage de fours) / démontage ou usinage de quelques joints (sans notion de répétition des travaux) / remplacement de filtres contenant de l'amiante / travaux d'entretien sur des canalisations, gaines (conduits de fumée, vide-ordures, conduits de ventilation) et clapets coupe-feu en amiante-ciment / dans le cadre de terrains amiantifères : plantation de poteaux ou autres, ouverture d'une tranchée pour raccordement, etc / découpage, sciage d'un enrobé amianté pour accéder à un réseau enterré / etc.

#### Retrait de l'Amiante en place :

L'entreprise adjudicataire du lot correspondant devra établir un plan de retrait (sous-section 3) ou mode opératoire (sous-section 4) de l'amiante, si présence, et le soumettre aux organismes officiels de prévention.

Dans le cas d'un Plan de Retrait, les organismes officiels ont 1 mois pour se prononcer et pendant ce délai aucune intervention susceptible d'exposer au risque Amiante ne peut débuter.

- Articles R1334-14 à R1334-29 du code de la santé publique sur la lutte contre la présence d'amiante
- Décret n° 2006-761 du 30 juin 2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante et modifiant le code du travail

#### Dépose d'amiante (respect du CCTP du Maître d'œuvre désamiantage).

L'entrepreneur du présent lot présentera son phasage d'intervention lors de la dépose des éléments amiantifères (cinématique à mettre en évidence).

En complément :

#### **Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant travaux et démolitions**

- Arrêtés du 2 janvier 2002 définissant les conditions de repérage de l'amiante avant démolition

#### **Retrait des matériaux contenant de l'amiante conforme :**



		 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny		Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

- au décret n° 2006-761 du 30 juin 2006 relative à la recherche et de l'identification des matériaux contenant de l'amiante.
- à l'Arrêté du 22 février 2007 définissant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante
- à l'Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'Amiante
- à l'Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'Amiante
- aux Décrets n° 2012 -639 du 4 Mai 2012 et n° 2013-594 du 5 juillet 2013, relatifs aux risques d'exposition à l'Amiante.

- aux instructions et/ou circulaires préfectorales de la CARSAT, DDASS, OPPBTP, Direction du Travail (DIRECCTE)
- aux guides tels que celui de l'INRS sur les travaux de retrait de l'amiante (ED 6091 de 2012)

Pour information : site INRS : [www.inrs.fr](http://www.inrs.fr) site Gouvernement : [www.travailler-mieux.gouv.fr](http://www.travailler-mieux.gouv.fr)

Il appartient à l'entreprise titulaire du présent lot d'établir son plan de retrait en relation avec les organismes de sécurité. Les locaux devront avoir été vidés de tout le matériel entreposé gênant l'évolution du désamiantage (Intervention suivant phasage spécifique).

L'entrepreneur du présent lot devra s'assurer que tous les réseaux sont neutralisés avant tout commencement de travaux (arrêté du 14 mai 1996).

L'entrepreneur doit mettre en place toutes les mesures réglementaires qui lui permettent d'assurer la sécurité et la protection de la santé de ses ouvriers, ainsi que les salariés d'autres entreprises pouvant se trouver dans des locaux mitoyens.

L'Arrêté du 23/02/2012 oblige l'entreprise à la Formation Travailleur Amiante.

Toute zone de travail devra être neutralisée et balisée avec une signalisation qui interdira efficacement l'accès à toute personne étrangère aux travaux.

Pour le cas de hauteur sous plafond importante, il sera utilisé un échafaudage de pied complet.

Avant restitution des locaux et enlèvement du dispositif de confinement (total ou partiel), il sera procédé :

- à un examen visuel incluant l'ensemble des zones susceptibles d'avoir été polluées;
- au nettoyage approfondi de ladite zone par aspiration avec équipement doté d'un dispositif de filtration à haute efficacité;
- à la fixation de filtres résiduels sur parties traitées.

A ce titre, l'entreprise mandataire définira dans son PPSPS son programme de mesures relatif au retrait de l'amiante (initial, pendant les travaux, libération et final) suivant une procédure à définir.

Enfin, l'entreprise précisera dans son PPSPS, la zone de stockage des matériaux amiantes, la palettisation prévue et le cheminement jusqu'à la benne d'évacuation (évacuation des déchets stockés dans bigs bags vers décharge classe 1 ou 2 avant démarrage d'autres phases).

	 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny	Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

OBLIGATION : l'entreprise agréée devra fournir les B.S.D.A. (bordereau de suivi des déchets d'amiante)

N.B.:

- la mise à disposition des locaux pour les autres lots ne pourra intervenir dès que la zone sera réputée saine et décontaminée.
- mesures libératoires et de restitution  $C < 5$  fibres/L), suivant mesures d'empoussièrement META.
- le recours à travailleur temporaire (CDD), jeunes de moins de 15 ans ou intérimaire est strictement interdit.

### 3.7.2 DÉPLOMBAGE.

Le dossier de repérage de Plomb est établi par la société SOCOBAT expertises en date du 20/8/24 sous le n° RAT-PALAIS DE JUSTICE-REGIE-CENTRALE :

Principes généraux de prévention L4121-2 du code du travail,

- Prévention du risque d'exposition aux agents cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction R4412-59 et suivants,
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb,
- Norme NF X 46 031 avril 2008 relative à l'analyse chimique des peintures pour la recherche de la fraction acido-soluble du plomb.

Les travaux de déplombage seront réalisés conformément aux textes ci-dessous :

- Article L230 et suivant du Code du Travail.
- Article R.231-58-4 du Code du Travail relatif à l'emploi de la céruse.
- Article R.231-58-5 du Code du Travail relatif aux dispositions particulières des vestiaires, douches, vêtements.
- Article R.231-58-6 du Code du Travail relatif à la surveillance médicale. - Loi du 31/12/1993 sur les principes généraux de prévention des travailleurs.
- Décret d'application N°2003-1254 du 23/12/2003 relatif à la prévention du risque chimique et modifiant le Code du Travail.

L'entreprise devra :

- Examiner les diagnostics plomb avant travaux joints au présent DCE.
- Choisir la technique d'intervention la moins polluante. - Informer le médecin du travail et le CHSCT (ou à défaut les délégués du personnel).
- Choisir les protections collectives et les équipements de protection individuelle adaptés à la technique.
- Informer les salariés, et les former (techniques employées, équipements de protection, nettoyage du chantier, évacuation des déchets, entrée et sortie de la zone de travail, hygiène générale, interdictions) ;
- Prévoir l'installation de locaux et vestiaires, sanitaires et réfectoire pour la durée des travaux.
- Choisir les modes de tri, de stockage et d'élimination des déchets, et mettre en place la procédure de cheminement et d'évacuation.
- Définir les moyens d'aide aux manutentions.

	 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny	Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

- Repérer les différents réseaux à l'intérieur du bâtiment afin d'organiser la neutralisation de ceux pouvant présenter un risque lors des travaux.
  - Intégrer l'analyse des risques et les mesures de préventions retenues dans les éventuels documents réglementaires (PPSPS, plan de prévention...) ou dans un document spécifique, puis les commenter aux salariés.
  - Approvisionner tous les matériels et installations nécessaires, les sacs pour les déchets et les équipements de protection individuelle.
  - Rendre le chantier inaccessible au public.
  - Délimiter et signaler les zones de travaux à risques
  - Indiquer au maître d'ouvrage le moment opportun pour la réalisation du contrôle initial d'empoussièrement surfacique sur le sol.
  - En fonction de la technique employée, prévoir éventuellement un isolement de la zone, un sas d'accès, une extraction d'air.
  - Aménager un local inaccessible au public pour stocker les déchets
  - Mettre à disposition des opérateurs sur le chantier, un point d'eau équipé de savon et de brosses à ongles, ainsi qu'une douche équipée (cabine pouvant être fermée).
- Déclarations d'intentions de commencement de travaux Suivant décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991, avant d'entreprendre tous travaux de terrassement, l'entrepreneur titulaire du présent lot, devra (en domaine public comme en domaine privé), adresser une déclaration de commencement de travaux aux exploitants d'ouvrages de transport et de distribution intéressés (ouvrages de transports d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés, de produits chimiques, de transport ou de distribution de gaz, installations électriques souterraines ou aériennes, ouvrages de télécommunications, de prélèvement et de distribution d'eau, réservoirs d'eau destinée à la consommation humaine, ouvrages de transport ou de distribution de vapeur d'eau, d'eau surchauffée, d'eau chaude ou glacée, ouvrages d'assainissement).

### 3.7.3 INCENDIE

#### 3.7.3.1 IDENTIFICATION DE LA NATURE DES PRODUITS INFLAMMABLES ET DES QUANTITES STOCKEES

L'ensemble des entreprises doit remettre, lors de la période de préparation, la nature des produits inflammables et les quantités qu'elles comptent utiliser au coordonnateur.

Règles relatives au stockage et à la mise en œuvre :

La réserve de bouteille est située à au moins 10 m de tout stockage de matériaux inflammable. Une consigne établie par l'entreprise contient les mesures pour prévenir et éteindre les incendies occasionnés en particulier par l'utilisation de gaz matériaux inflammable et chalumeaux. Cette consigne est commentée, remise au personnel et affichée sur les lieux de travail.

Aucun stockage de bouteille vide ou pleines ne devra être supérieur à:

- 200 M3 pour l'acétylène dissous
- 2500 Kg pour le propane ou le butane liquéfié en bouteille.

Aucun stockage des bouteilles mêmes vides:

- en plein soleil

		 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny		Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

- à proximité d'une flamme ou d'un foyer
- dans une atmosphère corrosive ou dans un endroit où elles risquent de recevoir des projections corrosives.
- en présence de bouteilles contenant des gaz différents, des matériaux inflammables, de chiffons gras.
- de bouteilles vides avec bouteilles pleines
- de bouteilles vides avec robinets vissés

Les bouteilles seront obligatoirement sur diable porte-bouteilles.

Les stockages de solvants et de peintures sont admis sous réserve d'être effectués dans des containers. Les emplacements sont arrêtés au moment de la période de préparation, le stockage sur le poste de travail est limité au besoin d'une demi-journée. Les appareils de peinture à haute pression sont vérifiés par une personne compétente dans ce domaine et nommément désignée avant toute mise en service sur le chantier.

### 3.7.3.2 DISPOSITIONS PRISES POUR LUTTER CONTRE L'INCENDIE

Les entreprises utilisant des produits inflammables doivent mettre à disposition chacune un extincteur à poudre BC pour les feux à gaz ou un extincteur à eau pulvérisée pour les feux de produit inflammables. Ces extincteurs seraient situés à plus de 3,00 m du stockage.

Dans les cantonnements (vestiaires, réfectoire, etc.); mettre à disposition les extincteurs conforme à la réglementation.

Dans les ateliers prévoir 1 extincteur à eau et 1 extincteur à poudre par atelier.

### 3.7.3.3 RELATION AVEC LES SERVICES DE SECOURS

Les Entreprises doivent prévoir au moins 1 fois par trimestre une visite des services de secours avec exposé sur les dispositions de lutte contre un incendie sur chantier.

### 3.7.3.4 PERMIS DE FEU

Toutes les entreprises utilisant des **postes de soudure** ou des **outils générant des étincelles** (meules, ponceuses, etc.) doivent être munies d'extincteurs et procéder avant le départ à une vérification des points chauds. Les postes devront être en arrêts 2h avant le départ.

Extincteur à eau :

Efficace pour les feux de classes A (feux solides) et B (feux de liquides inflammables). Les extincteurs à eau doivent être inspectés annuellement et faire l'objet d'un contrôle visuel tous les six mois.

Extincteur à gaz (CO<sub>2</sub>) :

Le dioxyde de carbone est efficace contre les petits feux de gaz, liquides ou solides peu épais, correspondant aux classes B (liquides) et E (feux électriques). Il est important de bien couvrir la zone affectée par les flammes pour que le gaz puisse agir efficacement.



	 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny	Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

Type d'extincteur	Avantages	Inconvénients
<b>Eau + additif</b>	Efficace contre <b>feux de classes A et B</b> . Crée une pellicule étanche isolant de l'air. Agit par refroidissement.	Additif irritant pour le corps. Corrosif (notamment pour circuits électriques).
<b>Mousse</b>	Efficace contre <b>feux de classe B</b> , et dans une moindre mesure A. Isole de l'air. Agit par refroidissement. Eteint entièrement les flammes sans risque de redémarrage.	Additif irritant pour le corps. Corrosif (notamment pour circuits électriques).
<b>Poudre</b>	Extincteur <b>le plus rapide à éteindre les feux</b> . Très efficace pour les feux de gaz de grande ampleur ( <b>classes ABC</b> ) et les <b>feux électriques</b> . Seuls extincteurs utilisables par températures négatives.	Poudre abrasive, s'incruste partout et cause des dommages. Diminue la visibilité sur les lieux du sinistre, et est très irritant. <b>N'éteint pas forcément de manière définitive</b> , nécessite parfois de compléter avec de la mousse. Risque de tassement pour la poudre si exposé aux vibrations.
<b>Gaz</b>	Ne laisse aucun résidu, et ne cause aucun dégât. Pratique pour les feux de classe B, en milieu <b>électrique</b> , électronique (informatique, etc.) et en cuisine. Refroidit les équipements en surchauffe.	<b>Gaz volatil</b> , notamment face à la chaleur (courte durée d'action). Efficace seulement contre les petits feux ou feux naissants. Risque de gelure si projeté directement sur le corps.



Pensez à afficher le **récapitulatif** de ce [tableau sur les extincteurs](#) au sein de vos locaux, afin d'informer davantage le personnel.

### 3.7.3.5 DEMARCHES A SUIVRE

Les **permis de feu** doivent être demandés **chaque matin** avant le début des travaux.

Un **permis de feu** est **obligatoire** pour **chaque poste de travail** et pour **chaque entreprise** intervenante.

Le **permis** devra préciser la **nature de l'intervention prévue**.

En cas de **non-détention** du **permis de feu**, l'intervention pourra être **immédiatement suspendue**, celle-ci étant considérée comme une intervention à **haut risque**.

### 3.7.3.6 MESURES DE SECURITE ASSOCIEES :

Tous les postes soumis à un **permis de feu** doivent être équipés de **moyens d'extinction adaptés** aux risques d'incendie spécifiques à l'activité. Chaque entreprise est tenue de mettre à disposition des **extincteurs conformes à la réglementation** dans les zones de travail et de vie (vestiaires, réfectoires, etc.).

## 3.7.4 DISPOSITIONS DE NATURE À PRÉVENIR LES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INTOXICATION LORS DE LA MISE EN ŒUVRE DE PRODUITS CHIMIQUES.

### 3.7.4.1 GENERALITES

Pendant la phase de préparation, chaque entreprise utilisant des **produits chimiques** doit communiquer au **coordonnateur SPS** les informations suivantes :

- Liste des produits chimiques utilisés,
- Fiches de données de sécurité (FDS) pour chaque produit,
- Règles de stockage des produits,
- Mesures de ventilation des postes de travail pour limiter les risques d'inhalation,

		 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny		Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

- Installations électriques adaptées aux risques spécifiques liés aux produits (zones ATEX, etc.).

Ces informations sont essentielles pour garantir la sécurité des travailleurs et la conformité des mesures de prévention.

### 3.7.4.2 EXEMPLES DE PRODUITS CHIMIQUES UTILISÉS SUR LE CHANTIER (LISTE NON EXHAUSTIVE)

Produits d'étanchéité,

Isolants pour murs et cloisons,

Peintures,

Colles,

Résines.

Chaque produit doit faire l'objet d'une évaluation des risques et de la mise en place de mesures préventives adaptées.

### 3.7.5 DISPOSITIONS DE NATURE À PRÉVENIR LES RISQUES D'UTILISATION DE MATÉRIEL SPÉCIFIQUE

Pendant la phase de préparation, ou dans leur **PPSPS**, les entreprises doivent informer le **coordonnateur de sécurité** des mesures relatives à l'utilisation du **matériel spécifique**. Cela inclut :

- Les **règles de mise en fonction** des équipements,
- Les **procédures de contrôle** pour garantir la sécurité des utilisateurs et prévenir les accidents.

Les entreprises sont responsables de fournir un plan de gestion et de maintenance du matériel afin d'assurer sa **conformité** aux normes de sécurité en vigueur.

### 3.7.6 SPÉCIFICITÉ DU CHANTIER (LISTE NON EXHAUSTIVE)

Le **PPSPS** doit détailler le matériel utilisé sur le chantier, en particulier celui permettant :

- De **réduire le travail manuel** des opérateurs,
- D'**assurer la sécurité** face aux risques spécifiques du chantier.

Le choix du matériel doit se faire en fonction des contraintes du chantier, tout en garantissant la sécurité des travailleurs et en respectant les mesures de prévention des risques identifiés.

## 3.8 ORGANISATION DES SECOURS

L'accès au chantier doit rester libre en permanence pour permettre l'intervention rapide des véhicules de secours. Une liste des secouristes présents sur le chantier sera établie et affichée en salle de réunion dès que possible.

Un téléphone sera mis à disposition des ouvriers pour permettre l'appel des secours sans délai, et la liste des numéros d'urgence sera également affichée en salle de réunion.

Chaque entreprise devra :

- Définir les types d'appareillages électriques et outils portatifs utilisés ainsi que les protections individuelles associées.
- Établir la procédure de manutention et préciser les moyens de transport utilisés pour les matériaux et outils.

	 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny	Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

- Définir les types de soudure réalisés ainsi que les mesures de sécurité, notamment la protection des bouteilles de gaz.
- Limiter l'utilisation des échelles et escabeaux aux locaux exigus où les autres équipements ne sont pas utilisables.

### 3.8.1.1 FORMATION SECOURISTES ET EQUIPEMENT DE SECOURS

Chaque entreprise est tenue de disposer d'un nombre suffisant de sauveteurs secouristes du travail (SST), formés ou recyclés depuis moins d'un an, à raison d'au moins 1 SST pour 20 salariés présents sur le chantier (toutes entreprises confondues).

Chaque poste de travail doit être équipé d'une trousse de premier secours facilement accessible. La liste des secours et numéros d'urgence (page dédiée du présent PGC) devra être affichée à proximité du téléphone.

### 3.8.1.2 PRESENCE OBLIGATOIRE SUR LE CHANTIER

Un message d'alerte affiché,

Un titulaire du brevet de secourisme pour chaque groupe de 20 salariés,

La liste des secouristes du travail doit être affichée dans les bureaux et sur les panneaux d'affichage,

Les secouristes doivent être rapidement identifiables (par exemple, grâce à un signe distinctif sur le casque),

Une trousse de premier secours doit être prête à l'emploi et accessible en tout temps.

### 3.8.1.3 PROCEDURE EN CAS D'ACCIDENT

Tout témoin d'un accident doit :

- S'assurer de l'absence de danger supplémentaire,
- Alerter un secouriste et suivre ses instructions,
- Rester près de la victime jusqu'à l'arrivée des secours,
- Appeler les secours via le 18 en précisant :
  - o Le type d'accident (chute, brûlure, électrisation, etc.),
  - o Le nom de l'entreprise et le numéro du poste d'appel,
  - o L'emplacement de l'accident et le point de ralliement,
  - o L'état de la victime (consciente, inconsciente, etc.),
  - o Si des produits chimiques sont impliqués,
  - o Tous autres éléments pertinents concernant l'accident.

### 3.8.1.4 MESURES IMPORTANTES A SUIVRE

- Envoyer quelqu'un au point de ralliement pour guider les secours,
- Ne pas interrompre la communication avec les secours ; attendez que votre interlocuteur raccroche,
- Rester à proximité du téléphone utilisé pour appeler les secours jusqu'à leur arrivée,
- Informer le responsable de l'entreprise, le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage, et le coordonnateur SPS de l'accident.

	 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny	Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

## 3.9 CONDITIONS DE TRAVAIL

### 3.9.1 LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.

#### 3.9.1.1 DEFINITION

Au sens de la réglementation, on considère comme manutention manuelle  
« Toute opération de transport ou de soutien d'une charge dont le levage, la pose, la poussée, la traction, le port ou le déplacement exigent l'effort physique d'un ou plusieurs salariés et présentent des risques, notamment dorso-lombaires, pour les travailleurs, en raison des caractéristiques de la charge ou des conditions ergonomiques défavorables »

Les risques liés à la manutention touchent tous les aspects du travail dans le B.T.P.

Lorsque cette manutention est l'activité principale du travailleur, on en mesure plus facilement le coût (main d'œuvre, matériel) que lorsqu'il s'agit de manutentions cachées, c'est-à-dire dont on ne tient pas compte, car elles sont occasionnelles et/ou improvisées.

Cependant, les manutentions cachées ont des conséquences visibles : accidents dorso-lombaires, mauvaise utilisation du personnel qualifié, des machines, mauvaises conditions de travail et de sécurité, baisse de productivité.

#### 3.9.1.2 PRINCIPES

Depuis les dispositions entrées en vigueur le 01.01.93, la réglementation ne se borne plus à fixer des limites chiffrées de port des charges (55Kg), mais oriente les principes de prévention liées à la manutention manuelle, à savoir :

- 1) on doit prioritairement éviter le recours à la manutention manuelle
- 2) Si le recours à la manutention manuelle ne peut être évité, on doit chercher à limiter l'effort physique et à réduire au maximum les risques encourus par les opérateurs.

#### 3.9.1.3 PREVENTION

La démarche de prévention comprend quatre étapes :

- 1) Evaluer les risques

Pour cela, on tiendra compte :

- \* des caractéristiques de la charge : par ex : de son poids;
  - \* de l'effort physique requis : par ex : du déséquilibre du salarié lorsqu'il bouge la charge ;
  - \* des caractéristiques du milieu de travail : par ex : de l'emplacement et des espaces dont on dispose pour manutentionner, notamment dans les chantiers de réhabilitation ou de travaux souterrains où l'espace disponible est restreint ;
  - \* des exigences de l'activité : par ex : de la fréquence, des distances et des durées de manutentions.
- Pour procéder à cette évaluation, le médecin du travail apportera une aide précieuse.

- 2) Organiser les postes de travail

La prévention du travail est la solution la plus économique dès lors que l'on analyse le travail réel (démarche ergonomique) avec la participation des opérateurs concernés. On préparera le travail:

- a) en organisant en amont l'activité des opérateurs. Le P.P.S.P.S. (Plan Particulier de sécurité et de Protection de la Santé) pourra, par exemple prévoir les méthodes d'approvisionnement sur le chantier et les techniques de travail adaptées (par ex. la pose mécanique de bordures, sans aggraver d'autres facteurs comme les postures), rendant les tâches plus sûres et moins pénibles.

- 3) Informer les opérateurs :

		 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny		Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

- sur le poids de la charge, la position de son centre de gravité,
  - sur les risques encourus lorsque la manutention n'est pas exécutée de façon correcte.
- Les charges manutentionnées ne doivent pas dépasser les limites fixées par la réglementation : *jusqu'à 55Kg, de manière habituelle*, entre 55 et 105Kg (limite maximum), avec l'avis d'aptitude préalable du médecin du travail.

#### 4) Former les opérateurs

La formation ne règle pas à elle seule le risque des manutentions. Mais elle joue un rôle important pour entraîner l'opérateur :

- \* à adopter des gestes et postures rationnels lui permettant de réaliser en sécurité les manutentions manuelles ;
- \* à utiliser des protections individuelles facilitant les manutentions (gants adaptés, par ex.)

Elle doit être pratique : on apprendra à lever ce que l'on lève effectivement dans les conditions réelles.

Les comités régionaux de l'O.P.P.T.B.P. organisent, à la demande des entreprises, des stages « Gestes et Postures », soit au siège de l'entreprise, soit sur le chantier, en relation avec le médecin du travail

### 3.9.1.4 AIDES ET ACCESSOIRES

S'il n'est pas possible d'éviter les manutentions manuelles, on doit les rendre moins pénibles par des aides et accessoires. Citons par ex.:

- Aides mécaniques : ponts roulants, palans, palonniers, treuils, grues mobiles...
- Accessoires :
  - \* Pour saisir : pinces à bordures (simples ou à dépression), aimants, crochet, ventouses de vitriers.;
  - \* Pour soulever: crics, vérins, coussins de levage gonflables, tables élévatrices, supports d'auges à mortier réglables en hauteur, lève-plaques à crémaillères, lève-tampons de regards d'égouts.;
  - \* Pour déplacer : leviers (pinces à talon, pinces à riper), rouleaux, chariots, diables, rouleaux-fûts, rouleaux bouteilles de gaz.;
  - \* Pour manipuler : pelles, fourches, crocs.;
  - \* Pour porter : crochets, sangles, cordages, poignées réglables, sacs de ciment de 25Kg à poignées incorporées, parpaings à poignées intégrées.;
  - \* pour transvaser : vides fûts, vides bacs, siphons, pompes.;
  - \* pour contenir : caisses, bacs, paniers d'étais ou de poutrelles à basse roulante amovible.

### 3.9.1.5 SPECIFICITE DU CHANTIER

Les entreprises doivent prévoir dans leur prix d'éviter le recours aux manutentions manuelles et en tout cas de limiter et de réduire au maximum les risques encourus par les opérateurs, pour cela le PPSPS de chacune des entreprises intègre la démarche de prévention détaillée à l'article.

Les dispositions ci avant sont réputées intégrées aux prix des entreprises. Le coordonnateur pourra donc s'en prévaloir pour exiger des moyens de manutentions de nature à éviter les risques encourus par les opérateurs.

Les entrepreneurs doivent prévoir les aides et accessoires nécessaires à leur manutention et les proposer au coordonnateur.

## 3.10 ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

### 3.10.1 OBLIGATIONS D'ÉTABLISSEMENT DU PPSPS PAR LES ENTREPRISES:

		 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny		Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

Loi N° 93-1418 du 31 Décembre 1993

« **Art. L.235-7.-** Avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé est adressé :

« 1° Au coordonnateur, par chacune des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, appelées à intervenir à un moment quelconque des travaux sur un chantier soumis à l'obligation visée à l'article L.235-6;

« 2° Au maître d'ouvrage, par toute entreprise appelée à exécuter seule des travaux dont la durée et le volume prévus excèdent des seuils fixés par décret en conseil d'état.

« **Art. L.235-6.-** Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui soit, fait l'objet de la déclaration préalable prévue à l'article L. 235-2, soit nécessite l'exécution d'un ou plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers fixés par arrêté des ministres chargés du travail et de l'agriculture, le Maître d'Ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S.) qui est rédigé dès la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet et tenu à jour pendant toute la durée des travaux : **ce PGC SPSP est le présent document.**

DECRET N° 94-1159 du 26 Décembre 1994 « Section 5 : Plan particulier de sécurité et de protection de la santé

« **Art. R. 238-27.-** L'entrepreneur qui doit remettre un plan particulier de sécurité et de santé au coordonnateur ou au Maître d'Ouvrage en application, respectivement, du 1° de l'article L.235-7 ou de l'article R.238-26, **doit disposer de trente jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître de l'Ouvrage pour établir ce plan et de 8 jours pour les travaux de finition.**

### 3.10.2 RÔLE ET CONTENU DU PPSPS ÉTABLI PAR LES ENTREPRISES:

« Art. R.238-31.

Un cadre modèle de PPSPS est joint en annexe.

### 3.10.3 OBLIGATIONS DE DIFFUSION ET D'INFORMATION SUR LES PPSPS DES ENTREPRISES:

« **Art. R.238-28.-** Le coordonnateur est tenu de communiquer à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir sur un chantier soumis à l'obligation de plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, dès la conclusion du contrat, les noms et, adresses des entrepreneurs contractants, et de transmettre à chaque entrepreneur qui en fait la demande les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé établis par les autres entrepreneurs. En outre dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur communique obligatoirement aux autres entrepreneurs les plans particuliers de sécurité et de santé des entrepreneurs chargés du gros oeuvre ou du lot principal et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers tels qu'énumérés sur la liste prévue à l'article L.236-6.

« **Art. R.238-33.-** Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé peut être consulté, pour avis avant toute intervention sur le chantier, par le médecin du travail ainsi que par les membres des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, les délégués du personnel.

« **Art. R.238-34.-** L'entrepreneur chargé du gros œuvre ou du lot principal, ainsi que celui appelé à exécuter des travaux présentant des risques particuliers entrant dans la liste prévue à l'article L.235-6, adressé à l'inspecteur du travail ou, le cas échéant, au fonctionnaire assimilé en application de l'article L.611-1 (3° alinéa), aux chefs des services de prévention des organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels et au comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics, avant toute intervention sur le

	 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny	Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

chantier, un exemplaire du plan particulier de sécurité et de protection de la santé, auquel sont joints les avis du médecin du travail et des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, des délégués du personnel, s'ils ont été donnés dans les conditions prévues à l'article R.238-33.

« **Art. R.238-35.-** Un exemplaire à jour du plan particulier de sécurité et de protection de la santé est tenu disponible en permanence sur le chantier. Sont joints, y compris pour les entrepreneurs non visés à l'article précédent, les avis prévus à l'article R.238-33.

« Dans le cas où une mesure de prévention prévue au plan n'a pu être appliquée, l'entrepreneur indique sur le plan les moyens d'une efficacité au moins équivalente qui ont été mis en oeuvre. Cette substitution est portée à la connaissance du coordonnateur et des personnes et organismes mentionnés à l'article R.238-34.

« **Art. R.238-36.-** Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé, tenu sur le chantier, peut être consulté par les membres du collège inter-entreprise de sécurité, de santé et des conditions de travail, les membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, les délégués du personnel, le médecin du travail, les représentants des chefs de services de prévention des organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels et l'agent du comité de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

« L'entrepreneur le tient constamment à disposition de l'inspecteur du travail ou du fonctionnaire assimilé en application de l'article L.611-1 (3° alinéa).

« Le plan de sécurité et de protection de la santé sur le chantier est conservé par l'entrepreneur pendant une durée de cinq années à compter de la réception de l'ouvrage.

Un modèle de plan de P.P.S.P.S sera remis par le coordonnateur aux entreprises.

### 3.10.4

#### MESURES ARRÊTÉES PAR LE COORDONNATEUR POUR RÉPONDRE AUX OBLIGATIONS RELATIVES AUX PPSPS DES ENTREPRISES:

##### **Inspection commune mise au point des PPSPS :**

**Avant sa première intervention l'entreprise prend l'initiative de prendre contact avec le coordonnateur d'une visite préalable sur le site appelé « inspection commune ». Celle-ci doit être faite par réglementation du présent P.G.C. 21 jours avant l'intervention sur le chantier. A cette occasion, en dérogation à la réglementation, il est convenu que l'entreprise présentera son projet de PPSPS au coordonnateur pour examen et avis avant remise du PPSPS définitif.**

Les entreprises peuvent trouver une aide auprès du délégué régional de l'OPBTP pour l'établissement du document et se procurer les documents suivants :

- Mémo Pratique A1M0595
- Guide pratique PPSPS

à commander au comité national de l'OPPBTP- Tours Amboise 204- Rond Point du pont de Sèvres 92516- Boulogne Billancourt Cedex  
Tél: 1 46 09 20 00 - Fax 1 46 09 27 40

##### **Remise des PPSPS- Nombre d'exemplaires :**

L'entreprise doit intégrer dans ses prix d'ouvrage la fourniture d'autant d'exemplaires supplémentaires que d'entrepreneurs qui en feraient la demande.



	 <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Secrétariat Général</b> <b>Délégation Interrégionale de Paris-Ile de France</b> <b>Département de l'immobilier de Paris</b>
SAUJ Lagny	Plan Général de Coordination Sécurité Santé DCE 30 avril 2025	

Huit jours avant son intervention sur le site, l'entreprise doit remettre son PPSP au coordonnateur.

### 3.11 SOUS-TRAITANT

#### 3.11.1 OBLIGATIONS DE DIFFUSION DU PGC DES ENTREPRISES À LEURS SOUS-TRAITANTS:

« L'entrepreneur qui fait exécuter, en tout ou partie, le contrat conclu avec le maître d'ouvrage pour une opération soumise à l'obligation de plan général de coordination par un ou plusieurs sous-traitants doit remettre à ceux-ci

\*un exemplaire du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé prévu à l'article R.238-22

\*et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenue pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

#### 3.11.2 OBLIGATIONS D'ÉTABLISSEMENT D'UN PPSP PAR LE SOUS-TRAITANT:

« Le sous-traitant tient compte dans l'élaboration du plan particulier de sécurité et de protection de la santé des informations fournies par l'entrepreneur, et notamment de celles qui sont contenues dans le plan général de coordination ainsi que, le cas échéant, dans le document mentionné à l'article R.238-29.

« Le sous-traitant doit disposer de trente jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur pour établir le plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce délai est ramené à huit jours pour les travaux du second œuvre lorsqu'il s'agit d'une opération de bâtiment ou pour les lots accessoires dans le cas d'une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci n'entrent pas dans la prévision de la liste prévue à l'article L.235-6.

## 4. COLLEGE INTER ENTREPRISES DE SECURITE, DE SANTE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CISSCT)

Sans objet.